



*Au service
des peuples
et des nations*



Évaluation des besoins en renforcement de capacités des institutions nationales en charge de l'Adaptation aux Changements Climatiques

Reference GP600888 Lot 1

Projet : Améliorer la planification et la budgétisation à moyen et long-terme au Niger

PNUD Niger

Livrable 2 : Rapport identifiant les besoins en renforcement de capacités des institutions clés
en charge du changement climatique, de sa planification et de sa budgétisation

Version Provisoire : Juin 2021



Contact



Damien KUHN

Directeur des opérations internationales

Tel : +33 6 66 53 45 24

Email : <mailto:damien.kuhn@kinome.fr>

Campus du Jardin Tropical 45 bis avenue de la Belle
Gabrielle, 94736 Nogent-sur-Marne cedex, France

www.kinome.fr



Olivier Bouyer

Fondateur et Président

Tel : +33 6 66 49 95 31

Email : o.bouyer@salvaterra.fr

6 rue de Panama 75018 Paris, France

www.salvaterra.fr

Sommaire

Liste des abréviations	4
Résumé exécutif	6
Introduction	9
Partie 1. Cadre de l'Adaptation au Changement Climatique au Niger	10
1.1 Enjeux de l'ACC au Niger	10
1.2 Cadre institutionnel	12
1.3 Rôles et acteurs	14
Partie 2. Outils et méthodologie d'évaluation	16
2.1 Cadre d'analyse général : identification de facteurs de réussite clé	16
2.2 QCM : Evaluation des connaissances individuelles	18
2.3 Atelier SNAP : Auto-Evaluation participative des compétences	19
Partie 3. Résultats de l'évaluation	21
3.1 Intégration de l'ACC dans le cadre institutionnel (niveau politique)	21
3.2 Evaluation des connaissances individuelles (QCM)	23
3.3 Evaluation participative des capacités et compétences	28
3.4 Synthèse de l'évaluation des capacités et compétences	31
Partie 4. Niveau de capacités souhaité et plan d'action	35
Conclusion	40
Références	42
Annexe 1: QCM	43
Annexe 2 : Agenda de l'atelier SNAP du 4 mai 2021	49
Annexe 3 : Questionnaire d'évaluation des capacités et compétences pour l'ACC	50
Annexe 4 : Liste des participants à l'atelier SNAP	55

Liste des abréviations

ABC	Adaptation à base communautaire
ACC	Adaptation au changement climatique
ACMAD	Centre africain pour les applications de la météorologie au développement
AFOLU	Agriculture, foresterie et autres utilisations des terres
AIC	Agriculture intelligente face au climat
ANFICT	Agence Nationale pour le Financement des Collectivités Territoriales
BAGRI	Banque Agricole du Niger
CC	Changement climatique
CCNUCC	Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques
CDN	Contribution déterminée au niveau national
CILSS	Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel
CNEDD	Conseil national de l'environnement pour un développement durable
CNI	Communication nationale initiale
COP	Conférence des parties
CPDN	Contribution prévue déterminée au niveau national
CRA	Chambre régionale d'agriculture
CS-GDT	Cadre stratégique de la gestion durable des terres
CTD	Collectivité territoriale décentralisée
CTNCVC	Commission technique nationale sur les changements et variabilité climatiques
DMN	Direction de la météorologie nationale
ETP	Évapotranspiration potentielle
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FVC	Fonds Vert pour le Climat
GES	Gaz à effet de serre
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
HC13N	Haut-Commissariat à l'Initiative 3N « les Nigériens Nourrissent les Nigériens »
IDH	Indice de développement humain
MA	Ministère de l'Agriculture
ME	Ministère de l'Élevage
MF	Ministère des Finances
MHA	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement
MP	Ministère du Plan
MSP	Ministère de la Santé Publique
OSC	Organisation de la société civile
PAC/RC	Projet d'actions communautaires pour la résilience climatique
PANA	Programme d'action national pour l'adaptation
PARC-DAD	Projet d'appui à la résilience climatique pour un développement agricole durable
PASEC	Projet d'appui à la gestion de l'agriculture sensible aux risques climatiques
PDC	Plan de développement communal
PDES	Plan de développement économique et social
PDIPC	Projet de développement d'informations pour la prospective climatique
PFAN	Projet de planification et financement de l'adaptation au Niger
PIB	Produit intérieur brut
PIMELAN	Projet intégré de modernisation de l'élevage et de l'agriculture au Niger
PMA	Pays les moins avancés
PNA	Plan National d'Adaptation
PNCC	Politique nationale en matière de changement climatique
PNEDD	Plan national de l'environnement pour un développement durable
PNUD	Programme des Nations-Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations-Unies pour l'environnement
PROMOVARE	Projet de mobilisation et de valorisation des ressources en eau
PSRC	Programme Stratégique de résilience climatique

*Évaluation des besoins en renforcement de capacités des institutions nationales en charge de
l'Adaptation aux Changements Climatiques*

PTF	Partenaires techniques et financiers
QCM	Questionnaire à choix multiples
RECA	Réseau des chambres d'agriculture
SCN	Seconde communication nationale
SE-CNEDD	Secrétariat exécutif du CNEDD
SNAP	<i>Stocktaking for National Adaptation Planning</i>
SNCA	Système National de Conseil Agricole
SNPA/ANCR	Stratégie nationale et plan d'action pour la gestion de l'environnement mondial
SNPA-CVC	Stratégie nationale et le plan d'action en matière de changements et variabilité climatiques
TCN	Troisième communication nationale
UNITAR	Institut des Nations-Unies pour la formation et la recherche

Résumé exécutif

Les sécheresses récurrentes, les précipitations irrégulières, l'augmentation du risque d'inondations, les violentes tempêtes de sable, les invasions destructrices de sauterelles... sont des effets du changement climatique déjà ressentis par la population nigérienne.

Dans ce contexte de forte vulnérabilité, le Niger s'est engagé pour répondre aux enjeux de changement climatique à travers la ratification des accords environnementaux y relatifs, mais aussi des politiques, plans, stratégies et programmes notamment la politique en matière de changements climatiques, le programme d'Action national d'Adaptation et la Contribution Prévue Déterminée au niveau National (CPDN), soumise en 2015. Le Niger y décrit les objectifs à long terme qui sous-tendent les efforts d'adaptation au changement climatique dans deux secteurs prioritaires : Agriculture, Forestry and Other Land Uses (AFOLU) et énergie (transport, résidentiel et industries énergétiques). Les autres domaines importants pour le pays sont ceux relatifs au transfert de technologies et au renforcement des capacités.

En mai 2014, le Niger lance la préparation de son Plan National d'Adaptation (PNA) avec le soutien du Programme d'appui mondial au PNA du PNUD et du PNUE. Le PNA vise à réduire la vulnérabilité du pays face au changement climatique en renforçant les capacités d'adaptation et la résilience dans plusieurs secteurs prioritaires : agriculture, élevage, foresterie, ressources en eau, faune, pêche, santé, zones humides. Il favorise également l'intégration de l'adaptation au changement climatique dans les politiques et les programmes, en particulier dans la nouvelle stratégie de planification du développement et les processus des secteurs concernés. Bien que le processus du PNA soit une occasion adéquate pour répondre à la menace des risques climatiques, il y a encore un manque d'expertise et une capacité institutionnelle et financière insuffisante pour le mettre pleinement en œuvre.

Le projet financé par le Fonds Vert pour le Climat (FVC) « Faire progresser la Planification et la Budgétisation de l'Adaptation à moyen et long-termes au Niger »¹ vise à combler les principales lacunes et à renforcer les capacités nationales en matière de changement climatique à tous les niveaux de planification et de budgétisation. C'est dans le but d'améliorer les compétences institutionnelles en matière de changement climatique au Niger que le PNUD a retenu le consortium Kinomé - SalvaTerra pour (i) conduire l'évaluation des besoins en renforcement de capacités et compétences des institutions nationales et OSC impliquées dans l'Adaptation au Changement Climatique et (ii) mettre en œuvre un programme de formation pour les structures concernées.

Dans un premier temps, les compétences individuelles ont été évaluées par le biais d'un Questionnaire à Choix Multiples (QCM) directement soumis aux personnels des institutions ciblées. Ensuite, la collecte de données pour l'évaluation des besoins en renforcement des capacités a combiné une méthodologie développée par la GIZ, l'outil SNAP, avec une méthodologie d'évaluation des besoins en renforcement des capacités développée par l'UNITAR. Un atelier suivant une approche participative, transparente et sensible au genre a été organisé le 4 mai à Niamey.

Les deux outils cités précédemment (QCM, SNAP/UNITAR) ont permis d'évaluer les capacités et compétences actuelles et souhaitées des structures et institutions nationales impliquées dans l'Adaptation au Changement Climatique (ACC). L'évaluation révèle un niveau de compétences

¹ Readiness Proposal: Advancing medium and long-term adaptation planning and budgeting in Niger, 2017 – Green Climate Fund - <https://www.greenclimate.fund/document/adaptation-planning-support-niger-through-undp>

individuelles généralement supérieur chez les membres de l'administration publique (ministères, SE-CNEDD, etc.) que chez les acteurs de la société civile, ces derniers se distinguant cependant par des compétences équivalentes ou supérieures en termes de planification de projet.

En termes de compétences institutionnelles et organisationnelles, le niveau observé est moyen à faible. Les domaines dans lesquels les meilleurs résultats ont été observés (avec cependant des marges de progressions considérables) sont la vision et le mandat des institutions, le niveau d'information climatique, l'identification des risques et vulnérabilités, l'usage de méthodes participatives et inclusives, et les aspects de S&E. D'un autre côté de fortes faiblesses sont révélées en termes d'identification des options d'adaptation et de planification, la problématique principale étant de répondre de manière concrète aux risques et vulnérabilités climatiques en élaborant des projets d'ACC finançables et bien montés. La question de l'accès aux financements est également problématique : les sources de financements, les critères d'éligibilité et les procédures d'accès sont mal maîtrisés, et les compétences en gestion budgétaire sont généralement faibles.

L'ensemble des acteurs affiche un niveau d'ambition élevé en termes de renforcement des capacités et de compétences, et désire acquérir le meilleur niveau possible.

Pour y parvenir, les besoins en formation prioritaires ont été identifiés pour le renforcement des capacités et compétences des institutions nationales et OSC en charge de l'adaptation aux CC :

1. Des éléments de contextualisation :
 - Cadre institutionnel de l'ACC à l'échelle globale et nationale,
 - Identification et conditions d'accès aux financements pour des projets d'ACC et conditions associées (méthodes et approches des PTF, critères d'éligibilité, montants, processus, etc.)
2. Un corpus de connaissances théoriques à renforcer :
 - Rappels sur le CC : historique des évolutions, projections à l'échelle globale et nationale
 - Principes de base et concepts pour l'analyse des risques et vulnérabilités climatiques
 - Création, gestion et exploitation de données climatiques
3. Des éléments de méthode pour l'élaboration de projets d'adaptation axés sur la réduction des risques et de la vulnérabilité :
 - Évaluation des impacts économiques et l'évaluation économique (coût/bénéfices) des options d'adaptation
 - Méthodologies d'analyse multicritères des options d'adaptation
 - Méthodes de prise de décision et planification participatives, et S&E de la participation
 - Méthodologies de S&E et construction d'indicateurs propres à l'ACC et à la mesure de la résilience
 - Méthodologies d'analyse sexo-différenciées et inclusives
4. Des éléments de formation pratiques pour l'écriture et la programmation budgétaire et la gestion de projets d'ACC
 - Formulation de projets d'ACC, basés sur les formats des principaux bailleurs de fonds
 - Programmation budgétaire et gestion de projet climatique multidisciplinaire et multi acteurs
 - Techniques et compétences en négociation inclusive et conciliation

*Évaluation des besoins en renforcement de capacités des institutions nationales en charge de
l'Adaptation aux Changements Climatiques*

- Outils de vulgarisation et de diffusion des connaissances.

L'intégration de la dimension de genre et l'inclusion des groupes vulnérables devra être une préoccupation transversale dans tous les modules de formation, en particulier en ce qui concerne l'analyse des risques et vulnérabilité, l'identification et évaluation des options d'adaptation, la participation et inclusion, et le S&E.

Sur la base de ces besoins en formation prioritaires exprimés par les acteurs, un programme de formation sera développé et mis en œuvre en novembre 2021. Ce programme permettra aux acteurs institutionnels d'acquérir les connaissances et d'être formés aux outils prioritaires pour leur permettre d'intégrer l'adaptation au changement climatique dans les politiques et stratégies (planification et budgétisation).

Introduction

Cette étude s'insère dans le résultat 1.3 « Remédier aux lacunes et aux faiblesses en matière de capacité à entreprendre le processus du Plan National d'Adaptation (PNA) » du cadre logique du projet « Faire progresser la Planification et la Budgétisation de l'Adaptation à moyen et long terme au Niger »² financé par le Fonds vert pour le Climat (FVC).

L'objectif de ce projet est de combler les principales lacunes et de renforcer les capacités nationales en matière de Changement climatique (CC) à tous les niveaux de planification et de budgétisation. Dans ce contexte, le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) a retenu le consortium Kinomé - SalvaTerra pour l'exécution des tâches suivantes :

- Identifier les besoins en renforcement de capacités des institutions clés en charge du CC, de la planification et de la budgétisation ;
- Proposer des programmes de renforcement de capacités à destination des institutions clés en charge du changement climatique, de la planification et de la budgétisation ;
- Evaluer les besoins en renforcement de capacités des établissements d'enseignement supérieur pour l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de formation sur l'intégration de l'Adaptation au changement climatique (ACC) dans la planification et la budgétisation ;
- Renforcer les capacités des établissements d'enseignement supérieur pour l'élaboration de programmes de formation axés sur l'intégration de l'adaptation dans les politiques ;
- Soutenir les institutions de formation afin qu'elles actualisent leurs programmes en y ajoutant des sessions régulières sur l'intégration de l'adaptation au changement climatique dans les politiques pour les fonctionnaires et les étudiants inscrits à la formation continue.

Ce rapport rend compte des résultats de l'évaluation des capacités des institutions-clés intervenant dans l'ACC au niveau national : ministères et administration publique, et Organisations de la Société Civile (OSC). Il se décompose en quatre sections principales :

- Une première partie, descriptive, rappelle les enjeux et le cadre institutionnel de l'ACC au Niger, en précisant les rôles des principaux acteurs institutionnels (administration publique et OSC) actifs sur ce sujet dans les secteurs prioritaires au niveau national,
- Une seconde partie présente la démarche méthodologique et les outils utilisés pour l'évaluation des compétences individuelles, institutionnelles et organisationnelles de ces acteurs,
- Une troisième partie présente les résultats obtenus par l'application de chacun de ces outils méthodologiques, ainsi qu'une synthèse générale de l'évaluation,
- Une quatrième partie présente le niveau de compétences souhaité par les parties prenantes, ainsi qu'une proposition de plan d'action pour y parvenir.

Enfin, le rapport présente en conclusion une récapitulation des éléments les plus pertinents de l'analyse, en se focalisant sur les besoins en formation identifiés.

² Green Climate Fund 2017. Readiness Proposal: Advancing medium and long-term adaptation planning and budgeting in Niger (en ligne). <https://www.greenclimate.fund/document/adaptation-planning-support-niger-through-undp>

Partie 1. Cadre de l'Adaptation au Changement Climatique au Niger

1.1 Enjeux de l'ACC au Niger

Le Niger est un pays sahélien situé dans la partie orientale de l'Afrique de l'Ouest. Son territoire s'étend sur une superficie de 1 267 000 km², couvert de savane, parsemée d'arbres dans sa partie sud et de buissons dans sa partie nord. C'est un pays enclavé : 700 kilomètres séparent la frontière sud du pays de la mer la plus proche (Golfe de Guinée).

Selon les données du recensement général de la population, le Niger comptait en 2012 une population de plus de 17,1 millions d'habitants, pour une croissance démographique évaluée entre 2001 et 2012 à 3,9%³. La Banque Mondiale estime qu'aujourd'hui la population est de 22 millions d'habitants et le taux annuel moyen de croissance démographique de 3,8%, soit l'un des plus élevés au monde.⁴), les projections des Nations Unies indiquent que la population nigérienne atteindra les 30 millions en 2030 et les 70 millions d'ici 2050.⁵ Cette croissance intervient dans un contexte de développement difficile : avec un Indice de développement humain (IDH) très faible (0,394), le pays se place au dernier rang des 189 pays et territoires évalués en 2020⁶. Le Niger est ainsi classé dans le groupe des Pays les moins avancés (PMA).

L'économie du pays est principalement basée sur l'agriculture et l'élevage : près de 84% de la population dépend des ressources naturelles pour sa subsistance et le secteur rural (agriculture, élevage, forêts et pêche) représente 44% du Produit Intérieur brut (PIB) et emploie 90% de la population active.

En majorité traditionnelle, l'activité agricole et l'élevage dépendent des précipitations saisonnières, sans un contexte climatique généralement défavorable : le climat actuel du Niger est généralement aride, avec une grande partie Nord situé en zone Saharienne avec des précipitations moyennes de 10 mm annuels et une frange Sahélienne à Soudano-sahélienne au Sud dont les précipitations moyennes ne dépassent pas les 800 mm annuels. Le pays ne connaît qu'une seule saison des pluies, qui s'étend de mai à octobre. Les températures annuelles moyennes sont comprises entre 23 °C et 30 °C, avec des valeurs plus élevées dans le sud du pays.

Ainsi, les superficies disponibles pour la production végétale sont concentrées dans le Sud du pays et ne représentent que 12 % de la surface totale. Elles sont bordées au Nord d'une étendue de terres d'une taille approximativement équivalente dans laquelle l'élevage se pratique, principalement de manière nomade (Figure 1). Les sols sont généralement pauvres et très sensibles à l'érosion hydrique et éolienne dans ces deux zones, ce qui se traduit par un processus de dégradation et de perte de fertilité intense.

Le Niger dispose d'importantes ressources en eau souterraines : les écoulements en nappe sont estimés à 2,5 milliards de m³ par an dont moins de 20 % sont exploitées. Les ressources en eau

³ Ministère de l'Économie et des Finances 2015. Recensement général de la population et de l'habitat 2012. Conseil national de la statistique, Institut national de la Statistique, Niamey, Niger. 88 p.

⁴ Banque Mondiale 2019. Données ouvertes de la Banque Mondiale | Croissance la population (% annuel), Niger (en ligne). Consulté le 26 mai 2021 : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.GROW>

⁵ Razafimandimby, L. & V. Swaroop 2020. Le Niger peut-il échapper au piège démographique ? Banque Mondiale Blogs (en ligne). Consulté le 26 mai 2021 : <https://blogs.worldbank.org/fr/africacan/le-niger-peut-il-echapper-au-piege-demographique>

⁶ PNUD 2020. *Rapport sur le Développement humain 2020*. Programme des Nations Unies pour le développement, New York, USA. 4 Op.

souterraines non renouvelables sont estimées à plus de 2 000 milliards de m³, quasiment inexploitées en agriculture. Ces ressources non renouvelables commencent à être mises à profit par l'exploitation minière et pétrolière. Les ressources en eau de surface, de leur côté sont évaluées à environ 30 milliards de m³ par an dont moins de 1 % est exploité.⁷

De fortes inquiétudes pèsent sur leur durabilité. Les deux principales sources d'eau du pays, le fleuve Niger et le lac Tchad sont soumises à de fortes pressions anthropiques (prélèvements à des fins agricoles, barrages hydroélectriques) et aux effets déjà perceptibles du CC (sécheresses prolongées), dont les effets combinés ont provoqué de fortes pénuries affectant les modes de vies de millions de personnes.^{8,9}

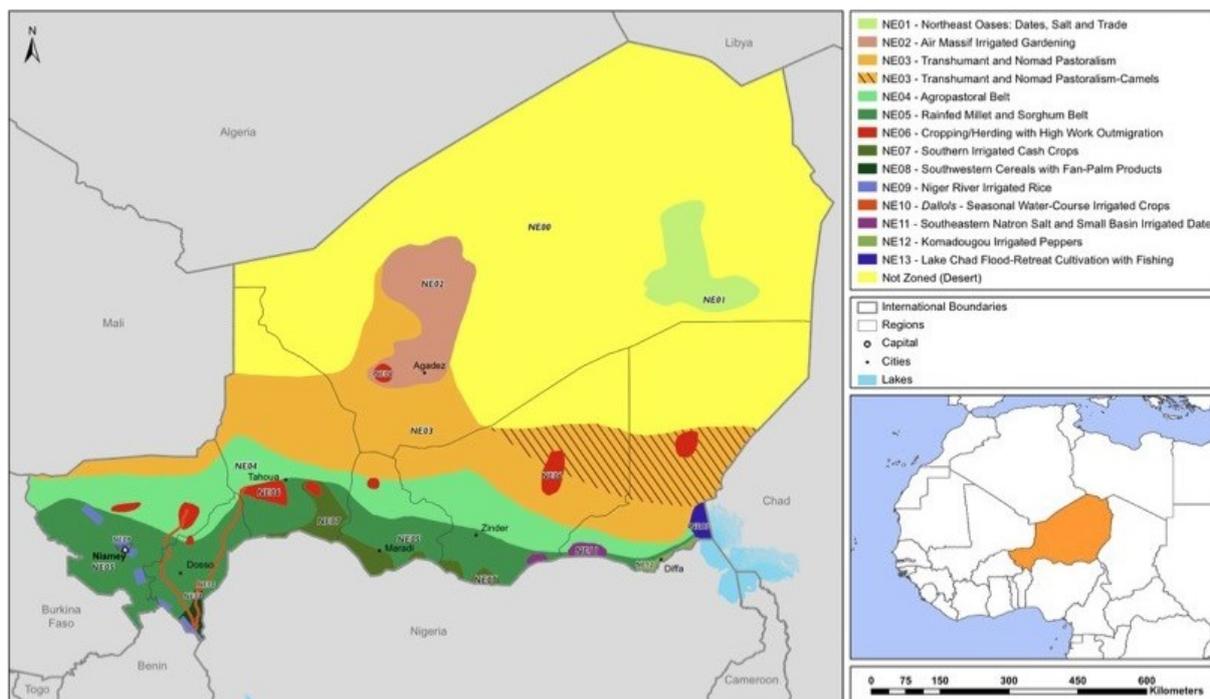


Figure 1 : Principales zones d'utilisation de terres au Niger (FEWS-NET 2011)¹⁰.

Les effets futurs du CC au Niger dépendent des scénarios d'émissions de Gaz à effets de serre (GES) considérés. Les principales conclusions des projections actuellement disponibles à long-terme (horizon 2080)¹¹ indiquent :

- Une hausse de la température moyenne de l'air entre 2,0 et 4,6 °C, ce qui se traduirait par près de 300 journées très chaudes (température maximale supérieure à 35 °C) par an ;
- Une hausse probable des précipitations annuelles, relativement réduite (moins de 29 mm), et une augmentation de la fréquence des épisodes de fortes précipitations (autour de 9 jours par an en moyenne) ;

⁷ Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement 2017. Plan d'Action National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau, PANGIRE Niger, Adopté par Décret n°2017/356/PRN/MHA du 09 mai 2017. Niamey, Niger, 158 p.

⁸ Goulden, M. & R. Few 2011. *Climate Change, water, and conflict in the Niger river basin*. International Alert and University of East Anglia, Norwich, UK. 70 p.

⁹ Pham-Duc, B., F. Sylvestre, F. Papa, F. Frappart, C. Bouchez, & J. F. Crétaux 2020. The Lake Chad Hydrology Under Current Climate Change. *Scientific Reports*, vol. 10, no. 5498.

¹⁰ FEWS-NET 2011. *Livelihoods Zones | Niger*. FEWS-NET Data Center. Famine Early Warning System Network (e ligne). Consulté le 26 mai 2021 : <https://fews.net/fr/file/nelivelihoods2011-copy.jpg>

¹¹ Gornott, C., J. Tomalka, S. Lange, & F. Rörig 2021. *Profil de risque climatique : Niger*. Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, Bonn, Deutschland. 12 p.

- Une Évapotranspiration potentielle (ETP) augmentée, pouvant atteindre 2,45 fois sa valeur actuelle d'ici 2080 dans le pire scénario.

Compte tenu du contexte socio-économique Nigérien, les impacts de ces changements sont potentiellement considérables. On peut en particulier distinguer les éléments suivants :

- Une réduction drastique de 85% de la disponibilité de l'eau par habitant (principalement expliquée par l'augmentation démographique projetée sur la base des tendances historiques, comme présenté dans les scénarios d'évolutions socio-économiques SSP2). Combinée à l'irrégularité interannuelle des précipitations (sécheresses récurrentes), cette évolution remettrait en cause la pérennité des systèmes agricoles et pastoraux existants, et pourrait devenir un facteur de conflit majeur ;
- Des effets incertains sur les rendements agricoles, avec un possible effet de fertilisation par le CO₂ de certaines plantes cultivées à métabolisme C4 (millet, sorgho, niébé et arachide), mais une exposition accrue au risque de sécheresse et d'inondation ;
- Une perturbation des écosystèmes, caractérisée par un risque de transformation des zones humides, une réduction de la biodiversité et des écosystèmes forestiers dans le Sud, partiellement compensée par une augmentation dans la zone centrale du pays. L'intégration des facteurs anthropiques à ces dynamiques pourrait cependant les transformer drastiquement et se traduire par une perte sèche dans l'ensemble du territoire, principalement du fait de la dégradation des terres ;
- Une augmentation des risques de malnutrition et de faim, ainsi que de la mortalité liée à la chaleur, probablement combinée à un risque accru de méningite et, potentiellement de paludisme dans certaines zones ;
- Des impacts probables sur les infrastructures de transport et sur les lieux d'implantation humaine, résultant principalement des événements météorologiques extrêmes.

1.2 Cadre institutionnel

Le gouvernement nigérien a signé en 1992 et ratifié en 1995 la Convention-Cadre des Nations-Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC). Pour faciliter sa mise en œuvre ainsi que celle d'autres accords environnementaux multilatéraux, le Niger a mis en place le Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable (CNEDD) en 1996, dont l'une des missions principales est l'élaboration du Plan National de l'Environnement pour un Développement Durable (PNEDD).

Dès sa création, le CNEDD s'est doté d'un Secrétariat exécutif (SE-CNEDD) qui l'appuie dans l'exécution de ses missions et qui comprend plusieurs commissions techniques. En particulier, la Commission Technique Nationale sur les Changements et Variabilité Climatiques (CTNCVC) est composée des institutions de l'Etat, de la société civile et du secteur privé.

Le CNEDD a ainsi pu développer les documents stratégiques cadres de l'actions climatique du pays notamment :

- Le PNEDD en 2000 ;
- La Communication Nationale Initiale (CNI) sur les CC en 2000 ;
- La Stratégie Nationale et le Plan d'Action en matière de Changements et Variabilité Climatiques (SNPA-CVC) en 2003 ;
- Le Programme d'Action National pour l'Adaptation aux CC (PANA) en 2006 ;
- La Stratégie Nationale et Plan d'Action pour la gestion de l'environnement mondial (SNPA/ANCR) en 2007 ;
- La Seconde Communication Nationale (SCN) sur les CC en 2009, et
- La Troisième Communication Nationale (TCN) sur les CC en 2016.

Évaluation des besoins en renforcement de capacités des institutions nationales en charge de l'Adaptation aux Changements Climatiques

En 2010 le Niger a décidé de mettre en œuvre à travers le Ministère du Plan, le « Programme Stratégique de résilience climatique » (PSRC) composé de 4 Projets :

- Projet d'appui à la résilience climatique pour un développement agricole durable (PARC-DAD) ;
- Projet de Mobilisation des ressources en Eau ;
- Projet de Développement de l'Information et Prospective Climatique ;
- Projet de Mobilisation du Secteur Privé.

Au-delà du CNEDD, de nombreuses autres institutions gouvernementales assument des responsabilités effectives dans la lutte contre les CC à l'échelle nationale. On peut notamment citer :

- Le ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable (MESUDD)
- Le ministère du Plan (MP), point focal opérationnel du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et tutelle du PSRC
- Le ministère du Transport, qui porte la tutelle de la Direction de la météorologie nationale (DMN). Ce Ministère dispose de son Document de Référence intitulé : Stratégie Nationale des Transports 2016-2025 et son Rapport Annexe élaboré en 2017.
- Le Ministère de l'Élevage qui dispose de son Document d'Orientation SDDEL 2013-2035 révisé en 2015 appuyé par un Document Cadre d'insertion de la Dimension CC adopté en 2017.
- Le processus de préparation du PNA du Niger a démarré en mai 2014 avec le soutien du Programme d'appui mondial au PNA du PNUD et du Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (PNUE).

Le PNA vise à réduire la vulnérabilité du pays face au changement climatique en renforçant les capacités d'adaptation et la résilience dans plusieurs secteurs prioritaires : agriculture, élevage, foresterie, ressources en eau, faune, pêche, santé, zones humides. Il favorise également l'intégration de l'ACC dans les politiques et les programmes nationaux, en particulier, dans la nouvelle stratégie de planification du développement et dans les processus des secteurs concernés.

Bien que le processus du PNA soit une occasion adéquate de répondre à la menace des risques climatiques, il y a encore un manque d'expertise et une capacité institutionnelle et financière insuffisante pour le mettre pleinement en œuvre.

En préparation de la 21^{ème} Conférence des parties (COP 21), le Niger a par ailleurs publié sa Contribution Prévue Déterminée au niveau National (CPDN) en 2015. Cette CPDN a obtenu le statut de Contribution Déterminée au niveau National (CDN) à la suite de la ratification de l'Accord de Paris par le pays en 2016. La CDN est en cours de révision actuellement (phase finale).

Les domaines d'intervention de la CDN sont : (i) l'Agriculture, la foresterie et autres utilisations des terres (AFOLU) ; (ii) l'énergie ; (iii) les énergies renouvelables ; (iv) l'efficacité énergétique ; (v) l'adaptation au changement climatique ; vi Le Transport/ Équipement. Ses objectifs sont intégrés dans les cadres, stratégies et plans nationaux existants, en particulier le PNEDD et la SNPA-CVC, révisée en 2014, ainsi que la Politique nationale en matière de changement climatique (PNCC).

Les objectifs d'adaptation qui y sont définis sont : (i) assurer la sécurité alimentaire ; (ii) lutter contre la pauvreté ; (iii) promouvoir la gestion rationnelle des ressources naturelles ; (iv) améliorer la résilience des populations et des écosystèmes. Le MESUDD en est le point focal.

Dans la CDN, le secteur AFOLU apparaît comme premier secteur prioritaire pour l'ACC, en particulier à travers l'amélioration de la résilience des sous-secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la foresterie. Pour y parvenir, les techniques d'adaptation appropriées pour le Niger portent notamment

sur l'application de l'ensemble des techniques issues du Cadre Stratégique de la Gestion Durable des Terres (CS-GDT) sur la période 2015-2030.

Actuellement, la CDN est en cours de révision. Sa nouvelle formulation visera également à aligner les mesures d'adaptation sur les autres processus d'adaptation en cours dans le pays, tels que le PNA, dont le présent travail entre dans le cadre de son processus de formulation.

Les secteurs considérés comme prioritaires sont ceux qui apparaissent dans la TCN : agriculture, élevage, foresterie et utilisation durable des terres, santé, et ressources en eau. Le secteur énergie, plus pertinent du point de vue de l'atténuation, est volontairement laissé de côté.

1.3 Rôles et acteurs

Les principaux acteurs institutionnels en charge de l'ACC ont été identifiés dans le cadre des travaux préparatoires à ce projet d'appui. Leurs secteurs d'interventions et responsabilités principales sont rappelés dans le Tableau 1.

Tableau 1 : Principaux acteurs en charge de l'ACC au Niger (auteurs, 2021).

Institution	Secteur	Rôle dans l'adaptation
Présidence de la République	Transversal	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pilotage général de la politique nationale ; ▪ Coordination du Cadre transitoire opérationnel de la Commission climat pour la région du Sahel.
SE-CNEDD	Transversal	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Organe de coordination de toutes les conventions de Rio et des initiatives liées au changement climatique et l'autorité nationale désignée auprès du FVC
CNEDD	Transversal	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Membre du Comité national chargé de la révision et du renforcement de la CDN ; ▪ Pilote le PNA ; ▪ Maître d'œuvre de 4 projets d'adaptation nationaux (AFOLU et intersectoriels)¹² ; ▪ Impliqué dans la mise en œuvre du Projet d'appui à la résilience climatique pour un développement agricole durable (PARC-DAD). ▪ Maître d'œuvre du projet de la réduction des risques et catastrophes des CC initié pour consolider les actions du projet ABC ; ▪ Maître d'œuvre du Projet de planification et financement de l'adaptation au Niger ; ▪ Autorité Nationale Désignée pour le Fonds d'Adaptation et le FVC ; ▪ Point Focal politique pour le FEM. Suivi des Décisions issues des COP et sommets mondiaux sur le climat
CTNCVC	Transversal	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Contribuer à l'élaboration des stratégies d'atténuation des effets des changements et de la variabilité climatiques ; ▪ Promouvoir l'utilisation des données et informations sur le temps et le climat dans les programmes de développement socio-économique ; ▪ Promouvoir l'application des technologies utilisant les données et informations sur le temps et le climat dans le domaine de la gestion des ressources naturelles

¹² Projets d'Adaptation à Base Communautaire (ABC) de la région Maradi

Évaluation des besoins en renforcement de capacités des institutions nationales en charge de l'Adaptation aux Changements Climatiques

MESUDD	Environnement Urbanisme Amélioration du cadre de vie	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Président du Comité National chargé de la révision et du renforcement de la CDN ; ▪ Partenaire dans la mise en œuvre des Projets de changements climatiques ;
Ministère des Finances (MF)	Mobilisation des ressources financières	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Impliqué dans la mise en œuvre du PARC-DAD ▪ Mobilisation et affectation des ressources financières et matérielles ▪ Interlocuteur des Partenaires Techniques et Financiers
Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (MHA)	Eau, assainissement, hygiène	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Partenaire dans la mise en œuvre du PFAN.
Ministère du Plan (MP)	Transversal	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Membre du Comité national chargé de la révision et du renforcement de la CDN ; ▪ Maître d'œuvre du PSRC (Projet d'actions communautaires pour la résilience climatique (PAC/RC), du Projet de développement d'informations pour la prospective climatique (PDIPC) et du Projet de mobilisation et de valorisation des ressources en eau (PROMOVARE) et petite irrigation ▪ Point focal opérationnel du Fonds Pour l'Environnement Mondial.
Ministère de la Santé Publique (MSP)	Surveillance épidémiologique Hygiène	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Lutte contre la pollution et les nuisances ▪ Lutte contre les maladies climato-sensibles
Ministères de l'Agriculture (MA) et de l'Élevage (ME)	AFOLU	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Membres du Comité national chargé de la révision et du renforcement de la CDN. ▪ Maîtres d'œuvre sur 4 projets sectoriels pour l'adaptation au CC à l'échelle nationale, dont le Projet d'appui à la gestion de l'agriculture sensible aux risques climatiques (PASEC) et Projet intégré de modernisation de l'élevage et de l'agriculture (PIMELAN). Ces nouveaux projets sont axés sur l'Adaptation et l'Atténuation
Ministère des Transports, à travers la DMN	Transversal	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Produit les données et informations climatiques ; ▪ Fournit des produits et services climatiques ; ▪ Etc.
Haut-Commissariat à l'Initiative « les Nigériens Nourrissent les Nigériens » (HCI3N)	Agriculture Sécurité Alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> ▪ En lien avec le Plan de développement économique et social (PDES), l'I3N présente des objectifs d'adaptation au CC pour la sécurité alimentaire. ▪ Maître d'œuvre du Projet d'Appui à l'Agriculture intelligente face au climat (AIC)
Système national de conseil agricole (SNCA) Chambres régionales et Réseau des chambres d'agriculture (CRA et RECA) Services techniques Régionaux (STR) etc.	Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Plaidoyer-vulgarisation, renforcement des capacités et assistance technique. Mobilisation des ressources, gestion et mise en œuvre territoriale des programmes et projets
Collectivités territoriales décentralisées (CTD)	Transversal	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Intégration des enjeux d'adaptation dans les Plans de Développement Communaux, gestion et mise en œuvre territoriale des programmes et projets

Partie 2. Outils et méthodologie d'évaluation

2.1 Cadre d'analyse général : identification de facteurs de réussite clé

La méthodologie mise en œuvre dans le cadre de cette évaluation s'inspire largement du cadre conceptuel proposé par l'Institut des Nations-Unies pour la formation et la recherche (UNITAR).¹³ En particulier, l'évaluation et l'analyse des besoins en renforcement des capacités des institutions-clés nationales sur les trois niveaux :

- Niveau individuel ou opérationnel : compétences techniques nécessaires à la réalisation optimale d'une action ;
- Niveau organisationnel ou institutionnel : identité de l'organisation, management, relations partenariales, stratégie de gestion de ses ressources, etc. ;
- Niveau politique ou sociétal : questions de collaboration, partenariat, innovation, construction de la confiance, positionnement dans l'environnement, influence, etc.

Cependant, l'objet principal de ce projet d'appui étant le développement de programmes de formation, un accent plus particulier a été mis sur l'évaluation du niveau individuel, à savoir les compétences techniques pour l'intégration de l'adaptation dans la planification et la budgétisation. Ces compétences ont été évaluées par le biais d'un Questionnaire à Choix Multiples (QCM) directement soumis aux personnels des institutions ciblées.

La collecte de données pour l'évaluation des besoins en renforcement des capacités a par ailleurs mobilisé l'outil participatif *Stocktaking for National Adaptation Planning* (SNAP) développé par l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ)¹⁴. La logique du SNAP consiste à identifier de manière participative la situation actuelle des capacités d'ACC et celle souhaitée pour pouvoir dégager une feuille de route.

Le SNAP est basé sur l'analyse de sept « facteurs de réussite », définis sur la base des lignes directrices du groupe des experts des PMA ainsi que sur l'expérience de la GIZ en matière de planification de l'ACC. Ces facteurs de réussite ont été enrichis dans le cadre de ce projet d'appui en reprenant certains critères employés dans l'outil d'évaluation des compétences pour le PNA développé par l'UNITAR en 2017. Ces facteurs de réussites et les questions sous-jacentes analysées sont présentés dans le Tableau 2.

¹³ Mackay, A., I. Gallo, J. Ashipala & D. Wilson 2017. *Evaluation des compétences pour le Plan national d'adaptation. Une nouvelle méthode interactive*. Institut des Nations-Unies pour la formation et la recherche, Genève, Suisse. 60 p.

¹⁴ GIZ 2014. *The Stocktaking for National Adaptation Planning (SNAP) Tool*. Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, Bonn, Deutschland. 4p.

Tableau 2 : Facteurs de réussites et questions d'évaluation des besoins en renforcement des capacités (auteurs 2021).

Facteurs de réussite pour la planification de l'ACC	Questions d'évaluation
1. Vision & Mandat	Score QCM 1 : Connaissances sur le cadre juridique et institutionnel, engagement climat du pays et négociations pour le CC
	1.1. Quel est le niveau de leadership pour l'action climatique (concevoir une vision, fédérer les acteurs pour la mettre en œuvre) ?
	1.2. Quel est le degré d'efficacité de la coordination intersectorielle (point focal CC) et des systèmes institutionnels en place pour soutenir l'ACC à moyen et long terme ?
2. Information climatique	Score QCM 2 : Connaissances sur les scénarios climatiques et implications
	2.1. Les données sont-elles régulièrement recueillies sur les paramètres climatiques et météorologiques ?
	2.2. Quel est le niveau de disponibilité des projections climatiques existantes ?
3. Analyses des risques et vulnérabilité	Score QCM 3 : Connaissances sur les risques et vulnérabilités, par secteurs et types d'impacts, différenciés par le genre
	3.1. Quel est le niveau de disponibilité d'études de vulnérabilité existantes (températures, pluviométrie, élévation du niveau de la mer, populations sensibles) ?
	3.2. Quel est le niveau de disponibilité d'analyses genre conduites en lien avec les CC ou les problématiques environnementales
	3.3. Quel est le niveau de prise en compte des politiques et programmes de gestion des risques et d'ACC au sein de votre structure ?
4. Identification et évaluation des options d'adaptation	Score QCM 4 : connaissances sur les options d'adaptation, sur l'évaluation des coûts pour l'adaptation et sur le genre
	4.1. Quel est le niveau d'évaluation des coûts de l'ACC au niveau national et sectorielles ?
	4.2. Quel est le niveau de compétence du personnel en matière d'évaluation des investissements pour les différentes options d'adaptation au CC ?
	4.3. Quel est le niveau d'évaluation des coûts de l'ACC sensible au genre ?
5.1 Intégration de l'adaptation dans la planification	Score QCM 5 : Connaissance sur la planification de l'adaptation et sur la participation
	5.1.1 Quel est le degré d'intégration des questions d'adaptation dans les stratégies de développement nationales et sectorielles ?
	5.1.2 Quel est le degré d'intégration de l'adaptation dans le processus de planification locale (des collectivités locales) ?
5.2 Participation et inclusion	5.2.1. Quel est le niveau d'implication des parties prenantes dans la planification nationale et locale de l'adaptation ?
	5.2.2 Quel est le niveau de participation des représentants d'organisation de femmes ou d'autres groupes d'adaptation
	5.2.3. Quel est le niveau de prise en compte des besoins pratiques des hommes/femmes et garçons/filles dans le processus de planification de l'adaptation au niveau local
6. Financement de l'adaptation	Score QCM 6 : Connaissance sur la finance climatique et la mobilisation des ressources
	6.1. Quel est le niveau de compétence du personnel de votre structure en gestion du financement de l'adaptation et mobilisation de ressources ?
	6.2. Quel est le niveau d'intégration (prise en charge) des priorités d'adaptation dans les différents processus de budgétisation (budget national et budgets décentralisés) ?

	6.3. Quel est le niveau de disponibilité des ressources financières nécessaires pour couvrir les coûts à court, moyen et long terme des priorités d'adaptation (financement interne et externe) ?
7. Suivi et évaluation	Score QCM 7 : Connaissances sur les systèmes de S&E sensibles au changement climatique
	7.1. Quel est le niveau de prise en compte de l'ACC dans les systèmes de suivi et évaluation ?
	7.2. Quel est le niveau de prise en compte du genre dans le système de suivi et évaluation de l'adaptation ?
8. Formation et éducation au CC	8.2 Quel est le niveau de compétence du personnel de votre structure à concevoir et mettre en place des séances de sensibilisation ou de formation au CC ?
	8.2 Quel est le niveau de compétence du personnel de votre structure à concevoir et mettre en place des programmes d'études nationaux sur le CC

2.2 QCM : Evaluation des connaissances individuelles

L'évaluation des compétences individuelles s'est principalement faite grâce à un QCM proposant 28 questions regroupées en huit thèmes :

1. Information sur le changement climatique
2. Connaissance du cadre juridique et institutionnel
3. Analyse des risques et vulnérabilité
4. Planification de l'adaptation
5. Identification des options d'adaptation
6. Financement de l'adaptation
7. Suivi et évaluation de l'adaptation

Le QCM complet est disponible pour consultation en Annexe 1: QCM.

La diffusion du questionnaire s'est faite par courrier électronique et par le biais de visites en entretien présentiel à un échantillon large de 84 acteurs, dont une moitié de l'administration publique (principaux ministères et programmes gouvernementaux) et l'autre moitié d'autres acteurs institutionnels (OSC, projets, chambres consulaires, etc.)

Trois formats ont été proposés aux personnes sollicitées : un formulaire en ligne sur la plate-forme Google forms, une version au format Microsoft Word, et une version au format Adobe PDF. En tout, 41 réponses d'acteurs institutionnels ont été collectées, au terme d'une période de 4 semaines, dont 59% de réponses de personnels de l'administration publiques et 41% d'autres « institutionnels », comme présenté sur la Figure 2.

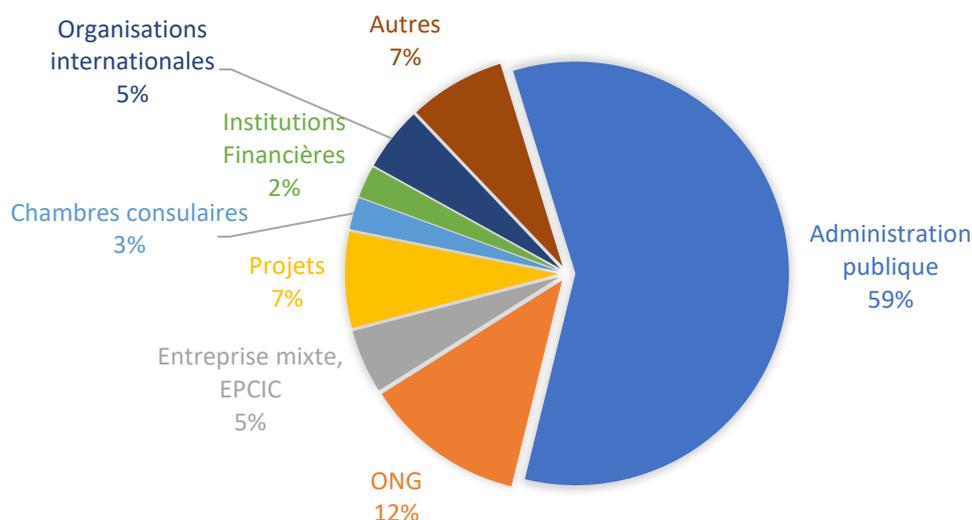


Figure 2 : Répartition par type d'acteurs des réponses obtenues au QCM (auteurs, 2021).

2.3 Atelier SNAP : Auto-Evaluation participative des compétences

L'évaluation des besoins en renforcement de capacités organisationnelles et institutionnelles (et, dans une certaine mesure, également individuelles), s'est faite par la tenue d'un atelier participatif centré autour de l'outil SNAP, le 4 mai 2021.

Cet atelier avait comme objectifs de :

- Présenter et discuter des résultats du QCM envoyé aux participants en amont de l'atelier ;
- Evaluer le niveau actuel des capacités et compétences des acteurs et institutions en charge de l'ACC ;
- Evaluer le niveau de capacités et de compétences souhaité par ces mêmes institutions afin d'obtenir une référence et des indicateurs associés ;
- Prioriser les capacités et compétences à développer dans les programmes de formations qui seront développés lors des phases ultérieures de ce projet d'appui.

L'atelier s'est tenu sur une journée, en commençant par une présentation du projet, des résultats du QCM, et des outils à mettre en œuvre par l'équipe de consultants, avant de procéder aux exercices groupaux d'évaluation des huit facteurs de réussites : vision & mandat, Information climatique, Analyses des risques et vulnérabilité, Identification et évaluation des options d'adaptation, Intégration de l'adaptation dans la planification, Participation et inclusion, Financement de l'adaptation et Suivi et évaluation,

Pour chacun de ces thèmes les participants ont déterminé en groupe :

- Le niveau actuel des capacités et compétences des acteurs et institutions ;
- La situation souhaitée : évaluation du niveau souhaitable de compétences pour le thème en question et identification d'un maximum de trois mesures et activités pour atteindre ce niveau ;
- Un plan d'action, en prenant en compte les considérations clés suivantes :
 - Quoi : Quels sont les principaux objectifs et échéances (jalons) ? De quoi a-t-on besoin pour y arriver ? Quels sont les besoins en formations prioritaires ?
 - Quand : Jusqu'à quand les objectifs et les jalons doivent-ils être atteints ?

*Évaluation des besoins en renforcement de capacités des institutions nationales en charge de
l'Adaptation aux Changements Climatiques*

- Qui : Qui dirige le processus ? Qui est responsable des jalons ? Qui apporte un appui (scientifique ou technique) ? Qui met en œuvre ?
- Quelles ressources : Qui mettra les fonds à disposition ?

Les résultats, pour chaque thème, ont par la suite été mutualisés et restitués en plénière, avant de répéter la même dynamique avec les quatre derniers thèmes du QCM : identification des options d'adaptation, financement de l'adaptation, suivi-évaluation, besoins et connaissances de formations.

Le détail de l'agenda de l'atelier est disponible en Annexe 2. Les résultats des travaux collectifs ont été systématisés dans une grille d'analyse sous format Microsoft Excel, présenté en Annexe 3.

L'atelier a regroupé un total de 28 participants, dans le respect des précautions sanitaires renforcées compte tenu de l'épidémie de COVID-19. La liste des Participants est présentée en Annexe 4.

Partie 3. Résultats de l'évaluation

3.1 Intégration de l'ACC dans le cadre institutionnel (niveau politique)

Au niveau sectoriel, les politiques intègrent l'adaptation, en particulier le secteur de l'agriculture qui est le plus avancé et dispose d'une stratégie d'adaptation au changement climatique depuis 2014. Le secteur de la santé intègre faiblement le changement climatique mais certaines mesures d'adaptation du secteur sont toutefois identifiées (Tableau 3).

Tableau 3 : Intégration de l'adaptation dans les politiques sectorielles (auteurs, 2021)

Politiques et stratégies nationales	Mention des changements climatiques	Mentions des impacts des CC/ vulnérabilité évaluée / données scientifiques analysées	Mesures d'adaptation identifiées et planifiées
Agriculture			
<p>Stratégie et Plan National d'Adaptation face au Changement Climatique dans le Secteur Agricole (SPN2A).</p> <p>Cette Stratégie assortie d'un Plan d'Action chiffré a été élaboré en 2019-2020 et adoptée par le CNEDD, le MA, le ME et le MESUDD sur financement de l'AFD, chef de file pressenti des PTF.</p> <p>Le MESUDD est chef de file. Le dossier est au Secrétariat Général du Gouvernement pour étude et Adoption de Décret.</p> <p>La Stratégie couvre la période 2020-2035.</p>	<p>OUI. La SPN2A s'inspire du PNA en préparation depuis 2014.</p>	<p>OUI. La SPN2A a mobilisé plusieurs consultants internationaux et nationaux, tous les ministères du secteur AFOLU, la Société Civile Agricole et Pastorale, les Services Météorologique les Instituts de Recherche mais aussi les élus locaux.</p> <p>Des enquêtes ont eu lieu sur le terrain dans toutes les Régions et plusieurs Départements et Communes.</p> <p>Un processus itératif a permis d'organiser des ateliers en Région et au niveau National. La SPN2A fait une large place aux questions relatives à la vulnérabilité, à la résilience des producteurs et de leurs systèmes de productions et aux options d'adaptation.</p>	<p>OUI. Principales mesures d'Adaptation identifiées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Recherche/ Action, vulgarisation des semences adaptées ▪ Promotion de la petite irrigation (élaboration et mise en œuvre de la Stratégie pour la petite Irrigation au Niger- SPIN). ▪ Facilitation de l'accès à l'information climatique ▪ Utilisation des Techniques de Conservation des Eaux et Sols et de défense et restauration de l'environnement ▪ Promotion des activités génératrice de revenus ▪ Renforcement des capacités et organisation des producteurs ▪ Facilitation de l'accès aux marchés. ▪ Accès aux banques céréalières et aux Banques d'Intrants
Élevage			
<p>Stratégie de développement durable de l'élevage (SDDEL) 2013-2035. Document de référence aligné sur la Stratégie de développement durable et de croissance inclusive (SDDCI) 2035, le Plan d'Action de l'IN, et le PDES 2012-2015</p>	<p>OUI. La SDDEL a été révisée en 2015. EN 2017 LE Ministère en charge de l'Élevage et ses partenaires ont adopté un Document Cadre pour insérer la dimension changement et variabilité climatiques dans la SDDEL.</p>	<p>OUI. Les questions de vulnérabilité des agro pasteurs et éleveurs, la résilience de leurs systèmes de production et des producteurs eux-mêmes sont au centre de cette insertion.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rationalisation des parcours pour les transhumants (maillage adéquat en points d'eau ; alerte précoce par rapport aux aléas climatiques ; gestion concertée et protection des pâturages et des points d'eau naturels) ▪ Diversification des espèces animales élevées ▪ Mise en place des banques d'aliments de bétail ▪ Vulgarisation des cultures fourragères ▪ Accès aux Banques céréalières et aux banques d'intrants zootechniques et vétérinaires
Foresterie et utilisation durable des terres			

Évaluation des besoins en renforcement de capacités des institutions nationales en charge de l'Adaptation aux Changements Climatiques

<p>PNEDD 2016. Ce Document de référence est adopté par Décret No 2016-522/PRN/ME/DD du 28/09/2016. Il fait suite à l'Engagement de Maradi de 1984 et garantit la mise à jour du PNEDD adopté en l'an 2000. La PNEDD s'aligne sur le PDES 20121-2015 ; le PDES 2016-2020 ; la SDDCI 2035 et le Plan d'Action I3N.</p> <p>Stratégie nationale et plan d'actions sur la diversité biologique (SNPA/DB), 2^{ème} édition. La 1^{ère} Edition de la SNPA/DB date de 1998. L'Évaluation du Plan Stratégique 2000-2010 par les perspectives mondiales a recommandé la révision de la SNPA/DB adopté à la COP10.</p>	<p>OUI. La PNEDD 2016 prend en compte le CC. Cette Politique intervient à la suite des engagements pris par le Gouvernement du Niger lors des conférences au sommet sur le Climat.</p>	<p>OUI. Depuis 1984 la lutte contre la désertification est placée au rang de priorité nationale de premier ordre. Le MESUDD assure la tutelle des programmes de lutte contre la désertification et la restauration des terres dégradées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Régénération Naturelle Assistée ▪ Adoption et application des mesures contenues dans le CS-GDT 2015-2030 ▪ Lutte contre les feux de brousse (bandes pare feux, formation des acteurs sur le terrain) ▪ Lutte contre l'érosion hydrique et éolienne ▪ Lutte contre l'ensablement des terres de cultures ▪ Lutte contre la jacinthe d'eau et les plantes envahissantes. ▪ Préservation des Plans d'eau pour la pêche ▪ Récupération des terres dégradées ; ▪ Reboisement et lutte contre la désertification
Santé			
<p>Adoption d'une Déclaration Commune sur le Changement Climatique et la Santé à l'issue de la 2^{ème} Conférence Interministérielle tenue en Novembre 2010 à Luanda (Angola).</p> <p>Plan de Développement Sanitaire 2011-2015</p> <p>Plan de Développement Économique et Social 2012-2016</p> <p>Stratégie de Résilience du Secteur de la Santé s'inscrivant dans le Cadre du PDS et du PDES</p>	<p>..</p> <p>La deuxième Conférence Interministérielle a aussi Décidé de prendre des mesures de Santé Publique pour améliorer l'Adaptation au Changement Climatique dans le Secteur de la Santé</p>	<p>L'OMS a estimé à 0,2% la mortalité globale imputable au CC dont 85% d'enfants suite à une Étude qu'elle a réalisée en 2009. Entre 1970 et 2004 le Réchauffement Climatique a causé 140000 décès par an. Le dernier Rapport du Groupe d'Experts Intergouvernementaux a confirmé que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Changement et la Variabilité climatique engendrent des catastrophes (sécheresses, vagues de chaleur, inondations) entraînant des mortalités importantes. - Le CC induit des maladies climato sensibles telles que le paludisme, le choléra, les méningites 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Actions de démoustication, de traitement des eaux usées. Campagnes de sensibilisation pour l'Hygiène. Distribution de moustiquaires imprégnées ▪ Lutte contre les maladies climato sensibles telles que le paludisme, la rougeole ; les méningites ▪ Lutte contre la pollution et les nuisances qui sont souvent à la base de certains cancers. ▪ Lutte contre le VIH Sida et les maladies sexuellement transmissibles
Ressources en eau			
<p>Ordonnance No 2010-09/du 1/04/2010 portant code de l'eau au Niger.</p>	<p>OUI. Le PANGIRE a pour objectifs de lutter contre la</p>		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Gestion des zones Humides ▪ Préservation des espaces protégés

<p>Plan d'action national de gestion intégrée des ressources en eau (PANGIRE). Le PANGIRE est un outil de planification des actions prioritaires du secteur de l'Eau pour le développement durable et une gestion concertée de la ressource. Ce Plan est adopté par décret 2017-356/ PRN/MHA du 9/5/2017. Il vient à la suite du Code de l'Eau pour mettre en œuvre la politique nationale de l'eau, et couvre la période 2017-2030</p>	<p>pauvreté, préserver l'environnement, améliorer la résilience des hommes et des écosystèmes</p>		
Transports			
<p>Stratégie Nationale des Transports (SNT) 2016-2025 s'inscrit dans les Orientations du Plan de Développement Économique et Social (PDES) 2012-2015. Rapport annexe à la SNT pour la prise en compte du Changement Climatique (Ministère des Transports et CNEDD) Juin 2017</p>	<p>Oui. Mention des Transports et CC est faite dans le PDES 2012-2015, la SDDCI 2035 la SNT, le PANA, la SNT et son Rapport Annexe</p>	<p>Le Transport est le plus grand Secteur émetteur de Gaz à effet de serre : 1014,91Gg de CO2 en 2008. La part des Transports dans la consommation finale en Énergie conventionnelle est estimée à 66,71% en 2008 (3ème Communication Nationale)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Alignement de la Stratégie Nationale des Transports sur la SDDCI 2035 et les ODD ▪ Évaluation. Environnementale Stratégique pour lutter contre la dégradation rapide des infrastructures ▪ Lutte contre les pollutions induites par le Transport et l'Énergie ▪ Réduction des émissions des GES

3.2 Evaluation des connaissances individuelles (QCM)

3.2.1 Score moyen

L'analyse des 41 réponses des acteurs de l'administration publique et autres acteurs institutionnels ayant répondu au QCM a permis de mettre en évidence un niveau de connaissances globalement correct, avec un score moyen de 68% sur les 7 domaines d'analyse évalués.

Une forte disparité existe cependant entre les acteurs de l'administration publiques, qui présentent un résultat moyen de 72% et les autres acteurs, dont les résultat moyen est nettement plus faible, de 61%. La dispersion des résultats est relativement réduite, avec un écart-type de 15% pour les acteurs de l'administration publique et de 18% chez les autres (Tableau 4).

Tableau 4 : Score général obtenu au QCM dévaluation des connaissances, par catégorie d'acteurs (auteurs 2021).

Catégorie d'acteurs	Moyenne sur 100	Écart-type
<i>Administration publique</i>	72%	15%
<i>Autres institutionnels</i>	61%	18%
<i>Grand Total</i>	68%	17%

3.2.2 Résultats obtenus par catégorie d'analyse

Évaluation des besoins en renforcement de capacités des institutions nationales en charge de l'Adaptation aux Changements Climatiques

L'observation détaillée des résultats obtenus par catégorie d'analyse (notés sur 4 points chacun) confirme la meilleure performance des acteurs de l'administration publique sur l'ensemble des points étudiés, sauf en matière de planification de l'adaptation, où les autres acteurs institutionnels affichent une performance sensiblement équivalente voire supérieure (Figure 3).

Ceci peut probablement s'expliquer par le fait que les « autres acteurs institutionnels » incluent un grand nombre de gestionnaires ou coordonnateurs de programme, avec des compétences et une expérience avérée en gestion de projet.

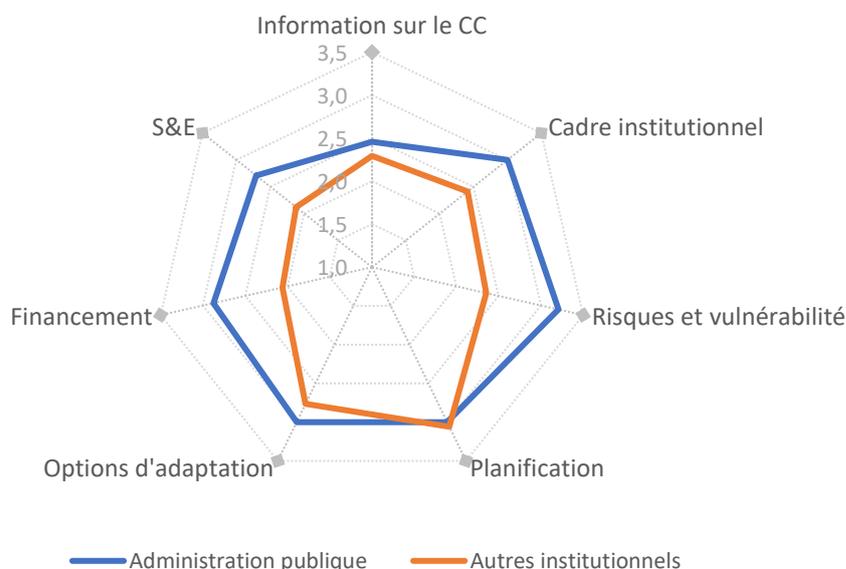


Figure 3 : Résultats obtenus au QCM par catégorie d'analyse (auteurs 2021).

On peut noter par ailleurs que, pour les deux catégories d'acteurs, les éléments relatifs à l'information sur le CC et le Suivi-Évaluation (S&E) de l'adaptation font partie des plus faiblement acquis. Chez les acteurs qui ne font pas partie de l'administration publique, la méconnaissance des mécanismes de financement de l'adaptation est également manifeste.

3.2.3 Résultats obtenus par question d'évaluation

L'analyse des résultats par question posée dans chacune des catégories d'analyse donne en outre des éléments de réflexion supplémentaires :

Niveau d'information sur le CC (Figure 4) : il est relativement bon dans les deux catégories d'acteurs en ce qui concerne les causes du phénomène (piégeage accru des rayonnements solaires par les GES émis par les activités humaines), avec un score moyen de 87% de bonnes réponses pour les deux catégories d'acteurs. Les principaux GES en cause sont également bien identifiés pour 78% des répondants. En revanche, le niveau est nettement plus faible en ce qui concerne la connaissance des

hausse passées des températures au niveau global (44% de bonnes réponses), ou futures au niveau national (29% de bonnes réponses).

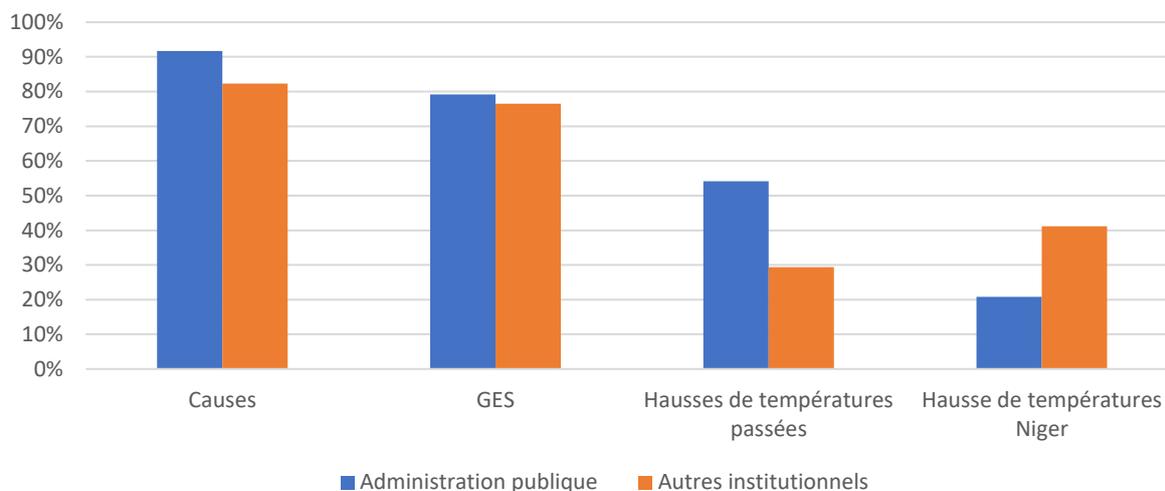


Figure 4 : Résultats du QCM, niveau d'information sur le CC (auteurs, 2021).

Cadre juridique et institutionnel (Figure 5) : les acteurs de l'administration publique se distinguent dans cette catégorie par une bonne connaissance du mécanisme de la CDN (signification et mise en œuvre), avec plus de 90% de réponses justes sur les deux questions, contre 71% de réponses justes pour les autres acteurs. 29% des répondants montrent cependant une méconnaissance du mécanisme des communications nationales. Par ailleurs, la mise en œuvre de l'Accord de Paris est mal évaluée par 63% des répondants (71% pour les non-membres de l'administration publique) : les réponses tendent vers une perception positive de la mise en œuvre du processus, alors même que la trajectoire actuelle est loin de permettre la contention du réchauffement climatique en dessous de +2°C.

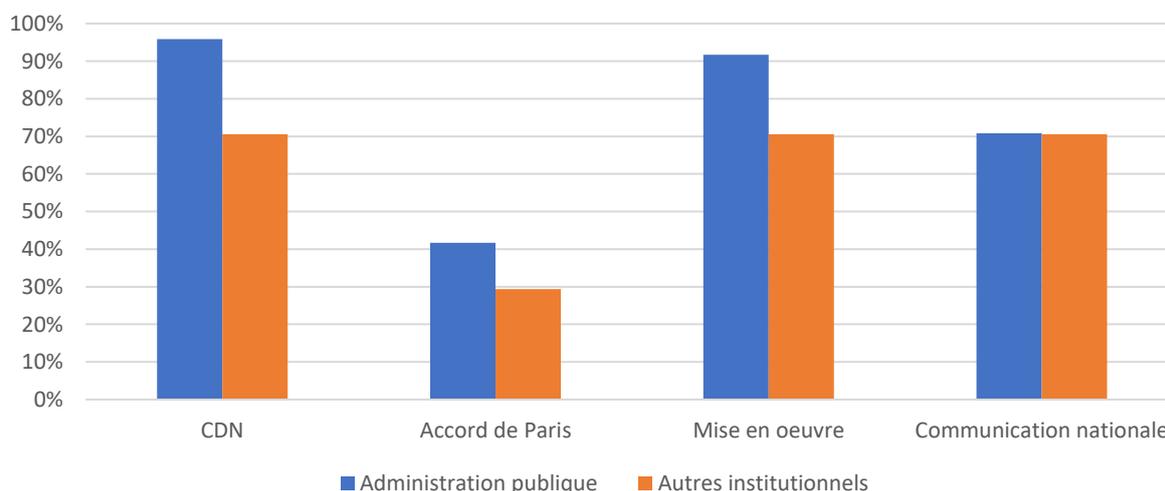


Figure 5 : Résultats du QCM, cadre juridique et institutionnel (auteurs, 2021).

Analyse des risques et vulnérabilités (Figure 6) : cette catégorie se distingue par une forte disparité entre les acteurs de l'administration publique et les autres. Les priorités de la CDN sur l'adaptation sont bien identifiées pour 95% des répondants, mais 53% des acteurs non-membres de l'administration publique n'identifient pas tous les risques du CC au niveau national, et 35% d'entre

eux se trompent sur les composantes de la vulnérabilité au CC (contre 37% et 29% d'erreurs respectivement pour l'administration publique). La sensibilité au genre de la vulnérabilité est correctement identifiée par 92% des membres de l'administration publique, contre seulement 71% des autres répondants.

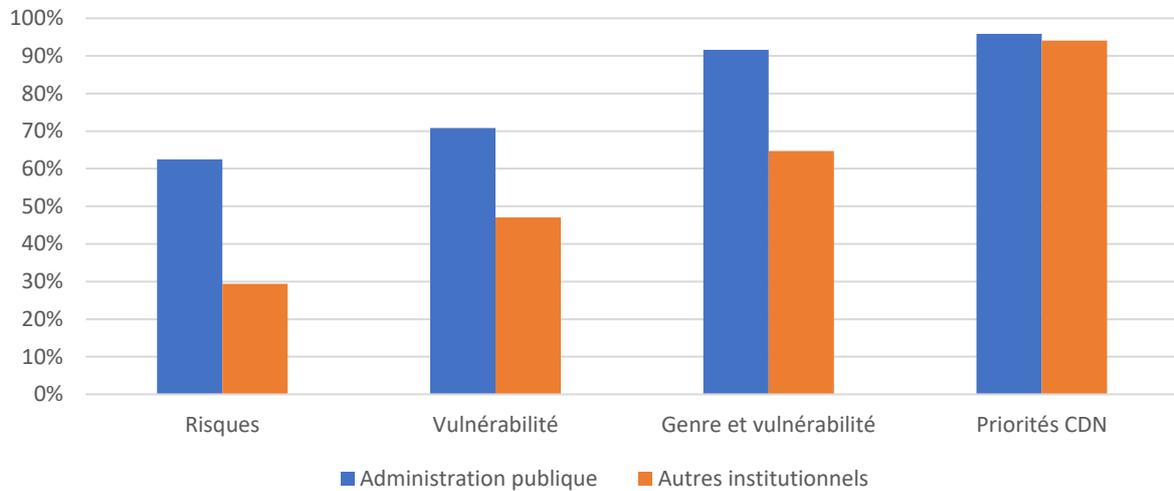


Figure 6 : Résultats du QCM, analyse des risques et vulnérabilités (auteurs, 2021).

Planification de l'adaptation (Figure 7) : cette catégorie est globalement la mieux comprise par tous les acteurs. La notions de base du cycle de projet, la compréhension de ce qu'est un PANA, et l'identification des critères de priorisation des options d'adaptation est généralement bonne, avec environ 80% des répondants ayant donné la réponse correcte à ces questions. La dimension participative de la planification est cependant moins bien comprise (39% de réponses fausses) : la participation des parties prenantes est souvent confondue avec des mécanismes de dédommagement des populations affectées par un projet ou avec la recherche d'un consensus absolu (que tout le monde sorte « gagnant »), alors qu'elle doit être entendue comme un mécanisme de collaboration et de conciliation.

Évaluation des besoins en renforcement de capacités des institutions nationales en charge de l'Adaptation aux Changements Climatiques

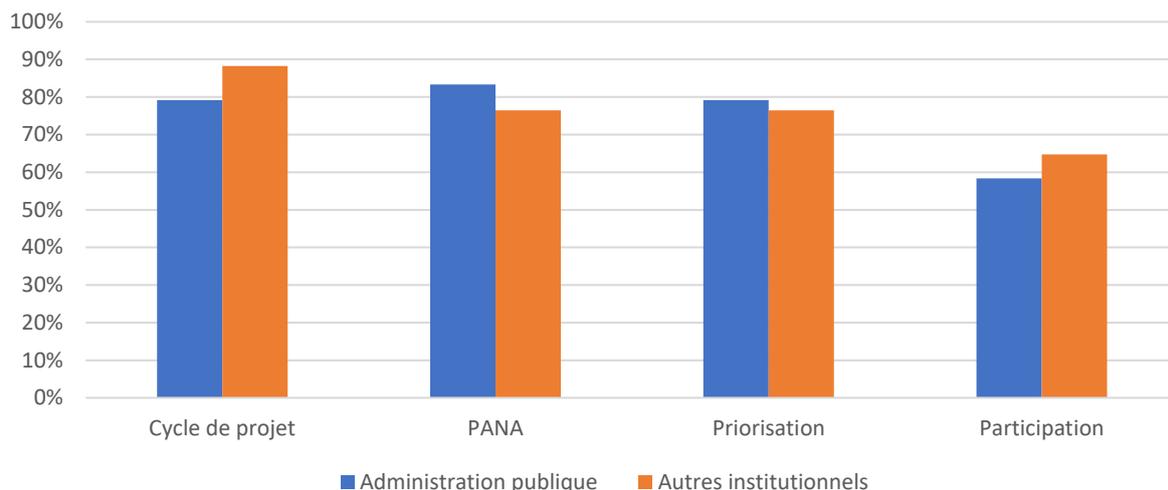


Figure 7 : Résultats du QCM, planification de l'adaptation (auteurs, 2021).

Identification des options d'adaptation (Figure 8) : dans cette catégorie, les résultats sont globalement bons pour tous les acteurs, avec plus de 80% de bonnes réponses en ce qui concerne la compréhension de l'AIC, l'adaptation du secteur élevage et le suivi des maladies climatosensibles. Avec 59% de mauvaises réponses, l'identification des secteurs prioritaires de la TCN pour l'ACC est déficiente, ce qui peut s'expliquer par le fait que les divisions sectorielles et leur inclusion dans les documents stratégiques et programmatiques pour l'adaptation ont beaucoup évolué au cours des 20 dernières années.

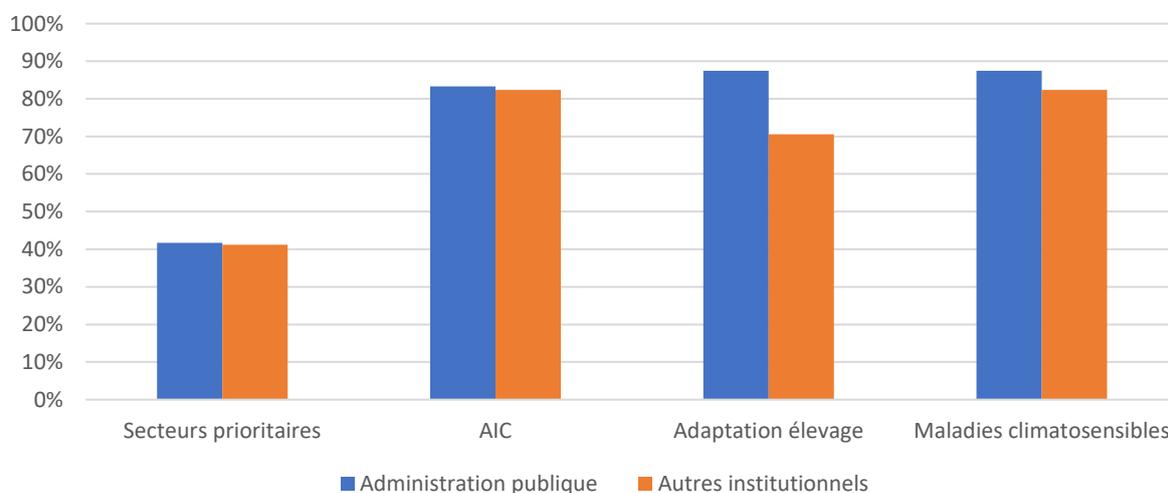


Figure 8 : Résultats du QCM, identification des options d'adaptation (auteurs, 2021).

Financement de l'adaptation (Figure 9) : la connaissance des mécanismes de financements de l'ACC est relativement déficiente, surtout pour les non-membres de l'administration publique : 47% d'entre eux n'a pas conscience des montants engagés pour l'ACC, 41% ne sait pas identifier les principaux fonds dédiés, et 53% ne sait ni quel est l'objectif, ni quels sont les mécanismes d'accès au FVC.

Évaluation des besoins en renforcement de capacités des institutions nationales en charge de l'Adaptation aux Changements Climatiques

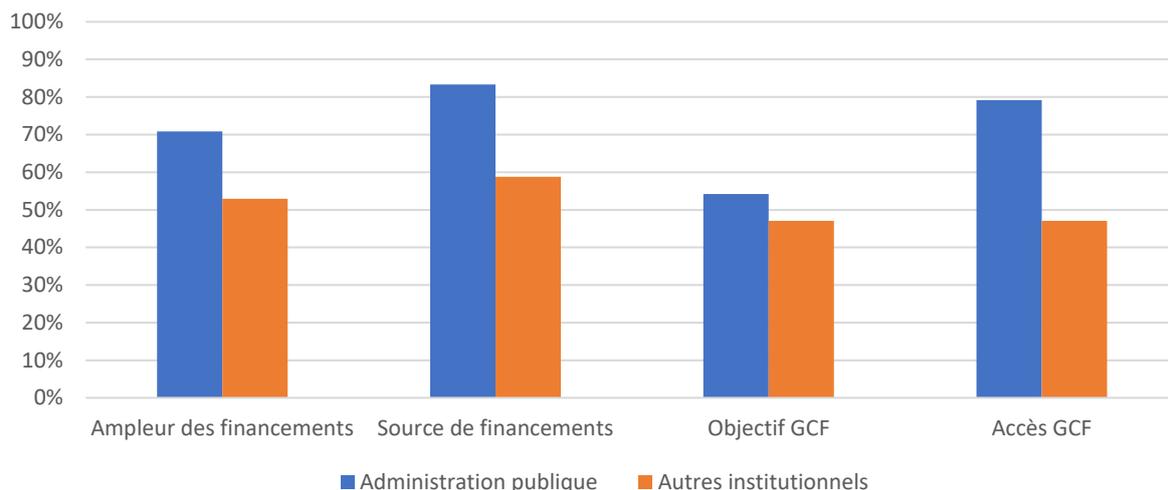


Figure 9 : Résultats du QCM, financement de l'adaptation (auteurs, 2021).

S&E de l'adaptation (Figure 10) : les résultats en matière de S&E sont contrastés, et révèlent des questions intéressantes. En premier lieu, les objectifs d'un plan S&E sont très bien compris par l'administration publique (96% de bonnes réponses), mais nettement moins bien par les autres acteurs (65% de bonnes réponses) qui tendent à confondre le S&E, la reddition de comptes aux bailleurs de fonds, ou le contrôle des opérations.

L'importance de définir des indicateurs de résultat pour l'ACC est relativement bien compris en théorie, avec 80% de bonnes réponses en moyenne, mais en pratique, seuls 17% ont évité la confusion entre les indicateurs d'ACC et les indicateurs d'atténuation. Enfin, la définition d'indicateurs de diagnostic sensibles au genre reste problématique, avec 34% de mauvaises réponses.

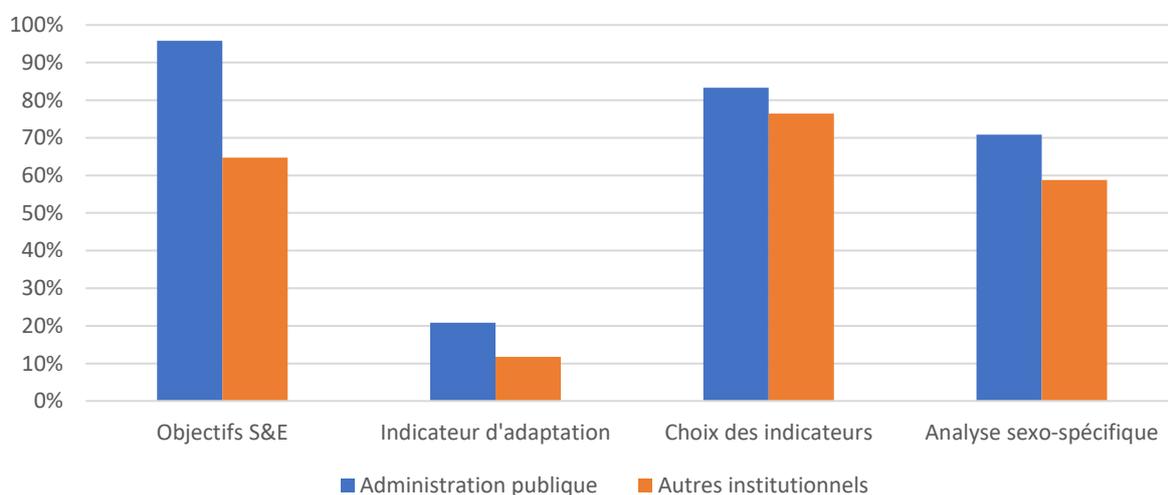


Figure 10 : Résultats du QCM, S&E de l'adaptation (auteurs, 2021).

3.3 Evaluation participative des capacités et compétences

Cette section présente les résultats de l'analyse participative des capacités et compétences actuelles des institutions nationales en charge de l'ACC issue de l'atelier SNAP organisé le 4 mai 2021 à Niamey en présence des institutions nationales impliquées dans l'adaptation au changement climatique et des OSC travaillant en lien avec les secteurs prioritaires pour

l'adaptation. La listes des participants présents à l'atelier est disponible en annexe 4 de ce rapport.

Les questionnaires de l'atelier participatif ont été recueillis et analysés ensemble afin de produire le résultat global. Durant l'atelier, il a été demandé aux participants d'évaluer leur niveau de capacités et compétences actuelles à travers une série de questions présentées dans la grille SNAP en annexe 3 de ce rapport.

En synthèse, le niveau de capacités des acteurs est moyen sur l'ensemble des facteurs de réussites, avec une faiblesse plus particulière sur l'identification et évaluation des options d'adaptation le financement de l'adaptation (Figure 11).

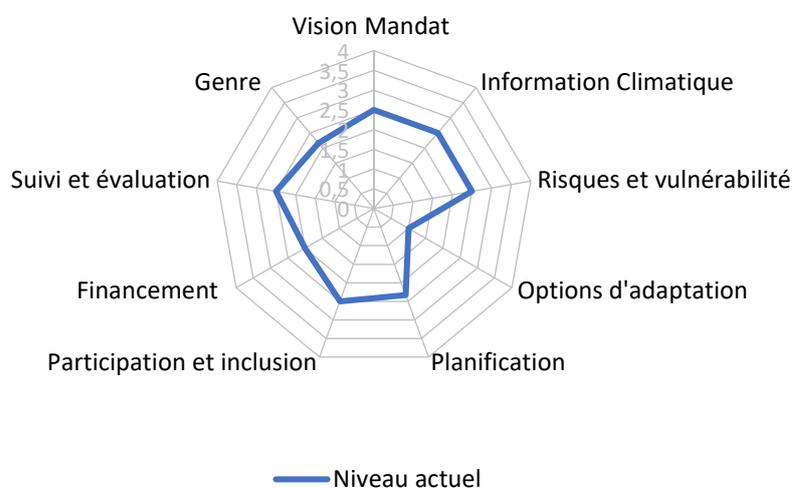


Figure 11 : Niveau actuel des capacités et compétences des acteurs de l'ACC (auteurs, 2021).

Vision & mandat : signataire de la CCNUCC, le Niger est résolument engagé dans l'Action Climat pour transformer son économie rurale et améliorer le cadre de vie des populations. Les acteurs conviennent que le leadership en matière de CC revient au CNEDD dont le Secrétariat Exécutif est rattaché au cabinet du Premier Ministre. Le CNEDD joue un rôle de coordination et est ancré à un niveau politique suffisant pour être influent. Les ministères sectoriels, quant à eux, sont impliqués à travers le CTCVC.

Cependant, le degré d'efficacité de l'action climatique est mitigé pour les raisons ci-après :

- Les points focaux dans les Ministères et autres Institutions clés n'ont pas les moyens nécessaires à la réalisation de leurs activités,
- Il manque une coordination intersectorielle dynamique avec une gestion axée sur les résultats, et
- Les projets de développement dédiés à l'ACC sont encore peu nombreux, et il est difficile d'établir des synergies d'actions.

Information climatique : l'information climatique est disponible au Niger : les cadres des Ministères, les ONG, les chercheurs qui souhaitent y avoir accès, peuvent les obtenir par le biais de bulletins quotidiens, prévisions saisonnières, données climatologiques, etc. En revanche, les utilisateurs finaux (paysans et pasteurs notamment) y ont moins facilement accès.

La capacité des acteurs à exploiter et gérer l'information climatique est globalement moyenne, et pourrait être améliorée. En effet, les acteurs, même avertis, ont du mal à expliquer, gérer et capitaliser les informations sur le climat à moyen et à long terme. On note également au Niger un réel manque d'experts qualifiés et d'équipements adéquats pour interpréter les projections climatiques sur le long terme.

Analyse des risques et vulnérabilité : des études de vulnérabilité ou des investigations portant sur les facteurs des risques climatiques existent, mais elles portent sur des cibles précises, identifiées à l'occasion de la mise en œuvre des projets (enquêtes). De plus, elles ne sont pas mises à l'échelle au niveau national et ne portent pas sur une longue période. La plupart des acteurs ne font pas de différence entre analyse de risque et analyse de vulnérabilité.

Le principal enjeu relevé ici concerne l'opérationnalisation et la mise en œuvre postérieure à la réalisation de ces études. En d'autres termes, il s'agit de répondre à la question suivante : « Comment construire un projet d'adaptation à partir d'une étude de vulnérabilité ? ».

Identification et évaluation des options d'adaptation : les capacités et compétences pour l'évaluation des impacts économiques et l'évaluation économique des options d'adaptation sont considérées comme faibles pour quasiment tous les secteurs, avec un niveau technique des acteurs globalement insuffisant pour évaluer les investissements nécessaires à la mise en œuvre des options d'adaptation. En particulier, on relève un manque de formation continue dans les ONG et les Ministères concernés.

Cela conduit aux lacunes suivantes :

- Manque d'intégration notable de l'ACC dans les outils de planification comme le PDES, les Plans de développement communaux (PDC), stratégies sectorielles, etc.,
- Absence de propositions concrètes dans la CDN pour concevoir et élaborer des projets de résilience climatique et de réduction de la vulnérabilité, malgré l'existence de diagnostics de qualité,
- Faiblesse des capacités et compétences pour l'évaluation des impacts socio-économiques et des investissements nécessaires à la réalisation des options d'adaptation dans tous les secteurs (pas de formation continue dans les ONG et les ministères).

L'enjeu est donc ici d'analyser les études de vulnérabilité avec les acteurs impliqués dans l'ACC pour construire des projets d'adaptation réalistes et finançables.

Intégration de l'adaptation dans la planification : le Niger possède des stratégies abouties intégrant le climat, dans les secteurs de l'élevage, de la foresterie et du développement agricole entre autres. Les actions relatives aux secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la santé et des transports sont bien identifiées. Cependant, des problèmes de mobilisation des ressources limitent leur mise en œuvre.

Au niveau local, des progrès ont été réalisés pour former les élus locaux au CC. Plus de la moitié des PDC sont dits « acclimatés » et il existe un guide de planification élaboré et diffusé par le CNEDD.

On note cependant des insuffisances dans l'intégration de l'ACC dans les PDC notamment par rapport à la priorisation des actions, la budgétisation et la mobilisation des ressources financières.

Participation et inclusion : les services techniques des ministères (Plan, Secteur AFOLU, CNEDD) et les ONG de développement sont globalement bien impliquées sur les questions d'ACC. Cependant, certaines lacunes ont été identifiées :

Évaluation des besoins en renforcement de capacités des institutions nationales en charge de l'Adaptation aux Changements Climatiques

- Du fait de l'insuffisance des campagnes de sensibilisation ou de vulgarisation du thème de l'ACC, les populations sont généralement peu impliquées dans sa planification et sa budgétisation. L'analphabétisme est un handicap majeur de ce point de vue.
- Il n'y a globalement pas de synergie dans l'action,
- Les plans de S&E des projets et programmes existants comportent peu d'indicateurs de participation et d'inclusion,
- Le niveau d'implication des élus et notamment des parlementaires est insuffisant.

Financement de l'adaptation : actuellement, les acteurs n'ont pas les compétences nécessaires pour préparer des projets d'ACC pouvant mobiliser des financements. Lorsqu'elle existe, la gestion des financements est mal maîtrisée. Au niveau local, des efforts sont fournis pour intégrer l'ACC comme priorité dans les budgets des collectivités locales mais cela est insuffisant. Les principales lacunes identifiées sont :

- Le manque de connaissances sur les sources de financement possibles,
- Le peu de maîtrise des techniques d'identification et de formulation des projets,
- Des déficiences en termes de budgétisation des actions et une faible connaissance des outils de suivi et évaluation,
- La non prise en compte des thèmes relatifs au financement de l'ACC dans les cursus de formation et lors des recyclages des cadres.

Il est donc nécessaire de renforcer les capacités des acteurs du public et du privé en termes de gestion financière et de mobilisation de ressources externes afin d'accéder aux financements et de traduire les stratégies existantes en actions concrètes.

Suivi-évaluation : L'ACC est faiblement pris en compte dans les systèmes de suivi et évaluation car les acteurs n'y sont pas formés et le niveau est faible dans tous les secteurs. On peut également noter des difficultés à formuler des indicateurs robustes pour l'évaluation de la résilience ou les conséquences d'une vulnérabilité liée au climat.

Intégration du genre : le ministère chargé de la promotion de la femme a fait des efforts pour intégrer le changement climatique dans ses activités et sa programmation. Cependant, la dimension genre n'est quasiment pas prise en compte par les acteurs de l'ACC dans leurs activités respectives.

En effet, cette dimension, de plus en plus introduite dans les documents de politique et de stratégie, peine à être mise en œuvre dans la pratique par manque de formation adéquate des acteurs, manque d'outils de collecte de données s'adressant spécifiquement aux femmes, et par le statut des femmes concernant l'accès au foncier et aux moyens de production.

Formation/ éducation au changement climatique : pour les institutions ministérielles et les OSC, l'enjeu est de sortir du cercle des experts pour informer et éduquer les populations à l'ACC. La principale lacune demeure le faible niveau des formateurs, qui eux-mêmes souhaitent acquérir les outils appropriés pour cet exercice.

3.4 Synthèse de l'évaluation des capacités et compétences

Les principaux éléments issus des exercices d'évaluation individuelle (QCM) et participative (ateliers SNAP) ont été regroupés dans le Tableau 5 ci-dessous.

Tableau 5 : Synthèse de l'évaluation des compétences et capacités (auteurs, 2021).

Facteurs de réussite	Niveaux individuels et opérationnels (administration de projets, partage de connaissances, développement des connaissances, supervision)	Niveaux institutionnel (comment les personnes/ groupes/ organisations sont gérés et fonctionnent ?) et politique (croyances, idéaux politiques, vision et priorités du gouvernement et des autres organisations)
<i>Vision & Mandat</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Perception optimiste, mais peu réaliste sur la mise en œuvre de l'accord de Paris ▪ Connaissance satisfaisante du cadre juridique et institutionnel de l'ACC chez les acteurs de l'administration publique, plus faible chez les OSC ▪ Besoin de formation par rapport au management des projets climatiques multidisciplinaires et multi acteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Identification claire du leadership en matière de CC : CNEDD, avec rattachement du Secrétariat Exécutif est rattaché au cabinet du premier ministre. ▪ Implication des ministères sectoriels qui sont impliqués à travers le CTCVC. ▪ Degré d'efficacité de l'action climatique mitigé : (i) manque de moyens, (ii) manque de coordination intersectorielle, gestion non axée sur les résultats, (iii) peu de projets de développement dédiés à l'ACC et manque de synergies
<i>Information climatique</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Informations climatiques de base disponibles au Niger, mais très peu d'accès des utilisateurs finaux. ▪ Compréhension et connaissances sur le CC relativement bonnes dans les institutions publiques, plus faible pour les OSC ▪ Connaissance insuffisante des tendances passées et futures du CC. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Manque de moyens et de capacités pour la gestion et capitalisation des informations sur le climat à moyen et long terme.
<i>Analyse des risques et vulnérabilité</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Bonne connaissance des priorités de la CDN chez tous les acteurs ▪ Le concept d'ACC est assez récent et mal maîtrisé, avec des niveaux hétérogènes (certaine avance pour les acteurs du secteur AFOLU). ▪ Existence d'études ciblées de vulnérabilité et analyses de risques climatiques sans mise à l'échelle au niveau national. ▪ Absence de séries temporelles longues de données, absence de bases de données fiables et accessibles ▪ Connaissance moyenne à bonne sur les risques et sur la vulnérabilité dans l'administration publique, plus faible chez les OSC. ▪ La plupart des acteurs ne font pas de différence entre analyse de risque et analyse de vulnérabilité 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les projets de dernière génération (2016-2021) intègrent la dimension CC dans leurs Plans d'Action

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Manque de compétences pour transformer une analyse de vulnérabilité en projet d'adaptation. 	
Identification et évaluation des options d'adaptation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Confusion des secteurs prioritaires de l'ACC chez tous les acteurs ▪ Manque de capacités et compétences pour l'évaluation des impacts socio-économiques des options d'adaptation. ▪ Compréhension bonne à moyenne des enjeux et options d'adaptation liées à l'AIC, à l'élevage et à la santé chez tous les acteurs. ▪ Faible niveau technique des acteurs pour évaluer les investissements nécessaires à la mise en œuvre des options d'adaptation 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pas de propositions concrètes pour concevoir et élaborer des projets de résilience climatique et de réduction de la vulnérabilité ▪ Pas de formation continue dans les ONG et les Ministères.
Intégration de l'adaptation dans la planification	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Capacités relativement élevées chez tous les acteurs institutionnels en termes de planification de l'ACC. ▪ La planification et la budgétisation des actions d'ACC ne sont pas maîtrisées par les secteurs. ▪ Des progrès ont été réalisés pour former les élus locaux par rapport au CC. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Certains secteurs (élevage, foresterie, agriculture, eau) ont déployé des efforts pour intégrer l'ACC dans leurs plans d'Action et les nouveaux projets ▪ Intégration du changement climatique dans les stratégies récentes (PDC, PDES, I3N, etc.) ▪ Pas de traduction de ces stratégies nationales en programmes et projets. ▪ Intégration encore insuffisante de l'ACC dans les outils de planification tels que PDES, les PDC et les Stratégies Sectorielles
Participation et inclusion	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Bonne compréhension des enjeux de genre dans la vulnérabilité au CC dans l'administration publique, mais faible chez les OSC. ▪ Difficulté à opérationnaliser le suivi des questions de vulnérabilité sexo-spécifiques. ▪ Compréhension floue des enjeux de la participation dans les processus de planification de l'ACC 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les techniques et outils d'évaluation employés ne tiennent pas compte du genre. ▪ Bonne implication des services techniques des Ministères (Plan, Secteur AFOLU, CNEDD) et des ONG de développement. ▪ Implication faible des populations locales et des élus.
Financement de l'adaptation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Niveau généralement faible des OSC en ce qui concerne l'identification des possibilités de financement et des conditions d'accès. ▪ Connaissances plus précises au niveau de l'administration publique en ce qui concerne les sources et mécanismes d'accès au financement de l'ACC. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Absence de code et de ligne budgétaire dédiés à l'ACC. ▪ Des efforts sont fournis pour intégrer l'ACC dans les budgets des collectivités locales, mais cela est insuffisant.
Suivi-évaluation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Très bonne compréhension des objectifs du S&E dans l'administration publique, plus faible dans les OSC. ▪ Incompréhension des indicateurs d'ACC 	
Formation et éducation au changement climatique	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Identification floue des priorités pour le renforcement des capacités (propositions pléthoriques, peu en lien avec les compétences évaluées) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Enjeu identifié de « sortir du cercle des experts »

		<ul style="list-style-type: none">▪ Enjeu majeur : insertion des Cours d'Introduction au CC dans les Enseignement de tronc Commun ; Conception de modules CC pour les Sections ADM et Gestion des Collectivités Territoriales (ENA).▪ Recyclage et Formation Continue pour les Enseignants/ Chercheurs
--	--	---

Partie 4. Niveau de capacités souhaité et plan d'action

Au cours de l'atelier SNAP, il a également été demandé aux participants d'identifier le niveau de capacités souhaité et actions prioritaires pour le renforcement général des capacités. Les structures de l'ACC souhaitent avoir, de façon globale, un très bon niveau de capacités et de compétences en termes d'ACC (Figure 12). Pour y parvenir, le questionnaire SNAP a permis de dégager les trois besoins prioritaires suivants :

- Financement : connaître le panorama des financements climat possible et apprendre à monter des projets climat solides et bancables ;
- Suivi & évaluation : construire des indicateurs permettant de mesure la résilience et les tester lors de cas pratiques ;
- Genre : le genre n'est pas perceptible dans les stratégies et projets climat. Les efforts de la prise en compte de la dimension genre doivent se poursuivre et surtout il faut renforcer au maximum les compétences et savoir-faire des acteurs (managérial, le leadership, prise de décisions participative).

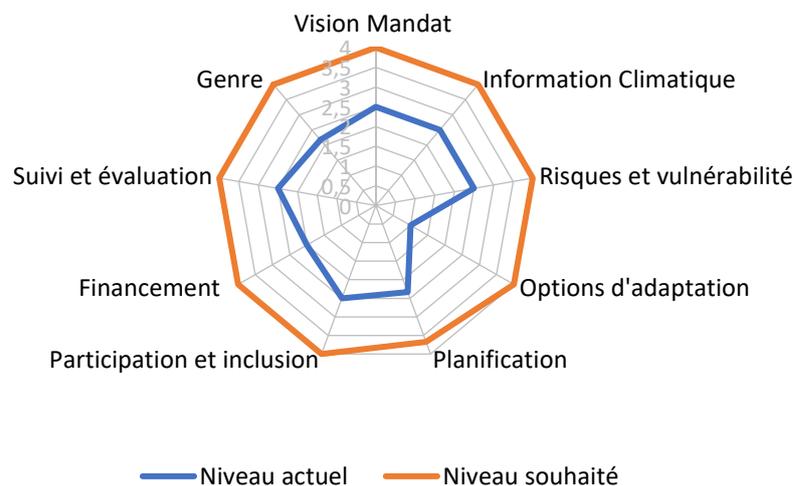


Figure 12 : Niveaux actuel et souhaité en termes de capacités et compétences des acteurs (auteurs, 2021).

Durant l'atelier d'évaluation des capacités, plusieurs actions ont été formulées par les parties prenantes pour atteindre le niveau souhaitable des capacités et compétences des différentes structures. Celles-ci ont abouti à un plan d'actions (Tableau 6) dont la réalisation effective contribuera à la planification de l'ACC et à la mise en œuvre du PNA. De façon générale, les actions portent sur tous les facteurs de réussite de la chaîne de l'élaboration du PNA. Les actions formulées lors de l'atelier SNAP sont récapitulées ci-dessous :

Tableau 6 : Plan d'actions pour l'atteinte du niveau souhaitable des capacités et compétences (auteurs, 2021).

Facteurs de réussite	Actions à entreprendre	Structures responsables	Echéances	Besoins en formation prioritaires
<p><i>Vision & mandat</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Continuer à renforcer le leadership du CNEDD en érigeant la question de CC au rang d'une politique transversale dont la mise en œuvre sera confiée au CNEDD ▪ Renforcer les points focaux dans les différents ministères sectoriels (y compris en leur donnant les moyens de remplir leur mission) pour renforcer la coordination exercée par le CNEDD ▪ Sensibiliser et former les acteurs des secteurs prioritaires pour l'ACC à la conception et gestion de projets d'adaptation et d'atténuation au CC 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Gouvernement du Niger, ▪ Partenaires Techniques et Financiers (PTF) ▪ Autres acteurs du changement climatique 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Court, moyen et long terme 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cadre institutionnel de l'ACC à l'échelle globale et nationale ▪ Gestion de projet climatique multidisciplinaire et multi acteurs ▪ Soft Skills en management et gestion de projets multi-acteurs et multisectoriels à destination du CNEDD et des points focaux sectoriels
<p><i>Information climatique</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcer les capacités des services météorologiques et agro météorologiques (équipement et formation d'experts) pour augmenter la qualité des informations et la durée des projections climatiques ▪ Renforcer l'accès des utilisateurs finaux aux données climatiques 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ DMN ▪ Comité Inter-états de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) ▪ CNEDD ▪ Centre africain pour les applications de la météorologie au développement (ACMAD) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Court et moyen terme 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rappels sur le CC : historique des évolutions, projections, à l'échelle globale et nationale ▪ Modules méthodologiques sur la création, gestion et exploitation de données climatiques

	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer le lien entre les producteurs de l'information et la diffusion des résultats. 			
Analyse des risques et vulnérabilité	<ul style="list-style-type: none"> Former les acteurs intervenant dans les 7 secteurs clés de l'ACC en matière de prévision et gestion des risques, évaluation de la vulnérabilité. Outiller les acteurs pour construire des projets d'ACC et/ou intégrer cette dimension dans les plans d'action et les activités 	<ul style="list-style-type: none"> CNEDD PTF OSC Secteur privé Instituts de recherche 	<ul style="list-style-type: none"> Moyen et long terme 	<ul style="list-style-type: none"> Modules méthodologiques sur l'analyse de risque et l'étude de la vulnérabilité au CC Modules méthodologiques sur l'élaboration de projets d'adaptation axés sur la réduction des risques et de la vulnérabilité Privilégier une approche basée sur l'expérience et la pratique concrète
Identification et évaluation des options d'adaptation	<ul style="list-style-type: none"> Intégrer l'ACC dans les outils de planification aux niveaux national, sectoriel et local (PDES, PDR, PDC et stratégies sectorielles) Renforcer les capacités des acteurs en techniques d'évaluation des investissements nécessaires à la mise en œuvre des options d'ACC Intégrer la dimension genre dans les programmes et projets et renforcer les capacités des cadres du terrain. 	<ul style="list-style-type: none"> Ministères en charge de l'enseignement, des finances et du genre CNEDD 	<ul style="list-style-type: none"> 2 à 4 ans 	<ul style="list-style-type: none"> Modules méthodologiques sur l'évaluation des impacts économiques et l'évaluation économique (coût/bénéfices) des options d'adaptation. Méthodologies d'analyse multicritères des options d'adaptation

<p>Intégration de l'adaptation dans la planification</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Relever le niveau de compétence des cadres de l'administration, des OSC et des collectivités territoriales (organisation de formation continue) sur la prise en compte et l'intégration du CC dans les outils de planification, la programmation et le suivi/évaluation des actions ▪ Renforcer les capacités des acteurs ci-dessus dans la budgétisation et la gestion des financements 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ SE-CNEDD 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 5 ans 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Modules méthodologiques sur la prise en compte et l'intégration du CC dans les outils de planification, de programmation, de budgétisation et suivi-évaluation des actions
<p>Participation et inclusion</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Développer une stratégie opérationnelle pour impliquer les populations dans l'identification des actions d'ACC, la planification des résultats et la budgétisation ▪ Impliquer les élus nationaux (parlementaires) dans la planification de l'ACC pour amplifier les actions et les possibilités de financement ▪ Développer des indicateurs de suivi sensible au genre et aux groupes vulnérables pour mesurer le niveau de participation 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ CNEDD et ministères sectoriels 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Court, moyen et long terme 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Méthodes de prise de décision et planification participatives ▪ Négociation et conciliation ▪ Suivi-évaluation de la participation ▪ Un module de « soft-skill » pourra être développé
<p>Financement de l'adaptation</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Former de façon continue les cadres des ministères et OSC pour l'identification et la formulation des projets d'ACC 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Gouvernement du Niger ▪ PTF ▪ Banque Agricole du Niger (BAGRI) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Court, moyen et long terme 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Identification des sources de financement de l'ACC (cartographie) et conditions associées (méthodes et approches des PTF, critères d'éligibilité, montants, processus, etc.)

Évaluation des besoins en renforcement de capacités des institutions nationales en charge de l'Adaptation aux Changements Climatiques

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Plaidoyer pour l'intégration l'ACC dans les lignes budgétaires aux niveaux national, sectoriel et décentralisé 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Agence Nationale pour le Financement des Collectivités Territoriales (ANFICT) 		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation pratique à l'écriture et la programmation budgétaire de projets d'ACC
Suivi et évaluation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Informer et sensibiliser les acteurs au niveau conceptuel et sur le terrain en matière de S&E ▪ Identifier des indicateurs robustes pour l'évaluation de l'impact du CC, la vulnérabilité des populations, les facteurs de risques, et la résilience ▪ Intégrer le genre dans les outils de suivi et de collecte des données. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ MP ▪ MESUDD ▪ CNEDD ▪ Société civile et secteur privé 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Moyen et long terme 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Méthodologies de S&E et construction d'indicateurs propres à l'ACC et à la mesure de la résilience ▪ Méthodologies d'analyse sexo-différenciées et inclusives
Formation et éducation au CC	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Etablir un lien entre la recherche et les Institutions d'enseignement supérieur d'une part et les ministères, les OSC d'autre part afin de faire des modules de vulgarisation destinés aux cadres. L'enjeu est de mobiliser plus largement la population en sensibilisant largement en « sortant du milieu des experts 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Institutions d'enseignement supérieur et de recherche ▪ Société civile ▪ Ministères sectoriels 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Moyen et long-terme 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Outils de vulgarisation et d'apprentissage ludiques tels que le Fresque du Climat.
Intégration des questions de genre	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Intégrer le genre comme élément transversal dans les stratégies et les projets climat ▪ Développer une stratégie opérationnelle et intersectorielle pour prendre en compte le genre et les groupes vulnérables 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Etat, ministères sectoriels 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Court, moyen et long terme 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Intégration de la dimension de genre de de l'inclusion des groupes vulnérables dans tous les modules de formation, en particulier en ce qui concerne l'analyse des risques et vulnérabilité, l'identification et évaluation des options d'adaptation, la participation et inclusion, et le S&E

Conclusion

Le travail présenté dans ce rapport a permis d'identifier de manière participative les principaux points forts et points faibles des administrations publiques et OSC nigériennes en termes de compétences et capacités individuelles, institutionnelles et organisationnelles pour la planification et la budgétisation de l'ACC dans les secteurs prioritaires identifiés dans la TCN : agriculture, élevage, foresterie et utilisation durable des terres, santé, et ressources en eau.

Les résultats de l'étude révèlent un niveau de compétences individuelles généralement supérieur chez les membres de l'administration publique (ministères, SE-CNEDD, etc.) que chez les acteurs de la société civile, ces derniers se distinguant cependant par des compétences équivalentes ou supérieures en termes de planification de projet.

En termes de compétences institutionnelles et organisationnelles, le niveau observé est moyen à faible sur les huit facteurs de réussite analysés.

Les domaines dans lesquels les meilleurs résultats ont été observés (avec cependant des marges de progressions considérables) sont la vision et le mandat des institutions, le niveau d'information climatique, l'identification des risques et vulnérabilités, l'usage de méthodes participatives et inclusives, et les aspects de S&E.

D'un autre côté de fortes faiblesses sont révélées en termes d'identification des options d'adaptation et de planification, la problématique principale étant de répondre de manière concrète aux risques et vulnérabilités climatiques en élaborant des projets d'ACC finançables et bien montés.

La question de l'accès aux financements est également problématique : les sources de financements, les critères d'éligibilité et les procédures d'accès sont mal maîtrisés, et les compétences en gestion budgétaire sont généralement faibles.

Le caractère « nouveau » de l'ACC dans l'agenda climatique peut expliquer en partie les manques rencontrés : par exemple, les questions de S&E, bien maîtrisées dans un autre contexte, se heurtent à des questions méthodologiques mal comprises par les acteurs. La construction d'indicateurs de mesure de la résilience et de la vulnérabilité, ou la construction de plans de S&E sensibles au genre, sont des questions considérées comme « expertes », qu'il convient de vulgariser hors du « cercle des experts ».

L'ensemble des acteurs affiche un niveau d'ambition élevé en termes de renforcement des capacités et de compétences, et désire acquérir le meilleur niveau possible.

Pour y parvenir, les besoins de formation prioritaires identifiés concernent :

En premier lieu, des éléments de contextualisation :

- Cadre institutionnel de l'ACC à l'échelle globale et nationale,
- Identification et conditions d'accès aux financements pour des projets d'ACC et conditions associées (méthodes et approches des PTF, critères d'éligibilité, montants, processus, etc.)

En second lieu, un corpus de connaissances théoriques à renforcer :

- Rappels sur le CC : historique des évolutions, projections à l'échelle globale et nationale
- Principes de base et concepts pour l'analyse des risques et vulnérabilités climatiques
- Création, gestion et exploitation de données climatiques

En troisième lieu, des éléments de méthode pour l'élaboration de projets d'adaptation axés sur la réduction des risques et de la vulnérabilité :

- Évaluation des impacts économiques et l'évaluation économique (coût/bénéfices) des options d'adaptation
- Méthodologies d'analyse multicritères des options d'adaptation
- Méthodes de prise de décision et planification participatives, et S&E de la participation
- Méthodologies de S&E et construction d'indicateurs propres à l'ACC et à la mesure de la résilience
- Méthodologies d'analyse sexo-différenciées et inclusives

Enfin, des éléments de formation pratique pour l'écriture et la programmation budgétaire et la gestion de projets d'ACC

- Formulation de projets d'ACC, basés sur les formats des principaux bailleurs de fonds
- Programmation budgétaire et gestion de projet climatique multidisciplinaire et multi acteurs
- Techniques et compétences en négociation inclusive et conciliation
- Outils de vulgarisation et de diffusion des connaissances.

L'intégration de la dimension de genre et l'inclusion des groupes vulnérables devra être une préoccupation transversale dans tous les modules de formation, en particulier en ce qui concerne l'analyse des risques et vulnérabilité, l'identification et évaluation des options d'adaptation, la participation et inclusion, et le S&E.

Références

- Green Climate Fund 2017.** Readiness Proposal: Advancing medium and long-term adaptation planning and budgeting in Niger (en ligne). <https://www.greenclimate.fund/document/adaptation-planning-support-niger-through-undp>
- Banque Mondiale 2019.** Données ouvertes de la Banque Mondiale | Croissance la population (% annuel), Niger (en ligne). Consulté le 26 mai 2021 : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.GROW>
- Razafimandimby, L. & V. Swaroop 2020.** Le Niger peut-il échapper au piège démographique ? Banque Mondiale Blogs (en ligne). Consulté le 26 mai 2021 : <https://blogs.worldbank.org/fr/african/le-niger-peut-il-echapper-au-piege-demographique>
- PNUD 2020.** Rapport sur le Développement humain 2020. Programme des Nations Unies pour le développement, New York, USA. 40p.
- Goulden, M. & R. Few 2011.** Climate Change, water, and conflict in the Niger river basin. International Alert and University of East Anglia, Norwich, UK. 70 p.
- Pham-Duc, B., F. Sylvestre, F. Papa, F. Frappart, C. Bouchez, & J. F. Crétaux 2020.** The Lake Chad Hydrology Under Current Climate Change. Scientific Reports, vol. 10, no. 5498.
- FEWS-NET 2011.** Livelihoods Zones | Niger. FEWS-NET Data Center. Famine Early Warning System Network (en ligne). Consulté le 26 mai 2021 : <https://fews.net/fr/file/nelivelihoods2011-copyjpg>
- Gornott, C., J. Tomalka, S. Lange, & F. Rörig 2021.** Profil de risque climatique : Niger. Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, Bonn, Deutschland. 12 p.
- Mackay, A., I. Gallo, J. Ashipala & D. Wilson 2017.** Evaluation des compétences pour le Plan national d'adaptation. Une nouvelle méthode interactive. Institut des Nations-Unies pour la formation et la recherche, Genève, Suisse. 60 p.
- Ministère de l'Économie et des Finances 2015.** Recensement général de la population et de l'habitat 2012. Conseil national de la statistique, Institut national de la Statistique, Niamey, Niger. 88 p.
- Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement 2017.** Plan d'Action National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau, PANGIRE Niger, Adopté par Décret n°2017/356/PRN/MHA du 09 mai 2017. Niamey, Niger, 158 p
- GIZ 2014.** The Stocktaking for National Adaptation Planning (SNAP) Tool. Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, Bonn, Deutschland. 4p.

Annexe 1: QCM

Évaluation des besoins en renforcement de capacités et développement de programmes de formation sur l'adaptation au Changement Climatique

Le projet financé par le Fonds Vert pour le Climat « Faire progresser la Planification et la Budgétisation de l'Adaptation à moyen et long terme au Niger » vise à combler les principales lacunes et à renforcer les capacités nationales en matière de CC à tous les niveaux de planification et de budgétisation. Le résultat 1.3 du cadre logique de ce projet qui s'intitule « remédier aux lacunes et aux faiblesses en matière de capacité à entreprendre le processus du PAN ».

Le PNUD a retenu le consortium Kinomé – SalvaTerra pour qu'il évalue les besoins en matière de renforcement des capacités des établissements d'enseignement supérieur, des principaux ministères et de la société civile et qu'il élabore des programmes de formation.

Afin d'affiner le ciblage des thématiques à couvrir lors de ces programmes, des questions sont posées ci-dessous. Elles nous permettront de mieux apprécier vos connaissances et pouvoir ainsi cerner vos besoins en renforcement des capacités. Votre avis est très important : merci beaucoup de nous le faire connaître !

NB : Merci de ne cocher qu'une seule réponse par question !

1. DONNEES GENERALES

- 1.1. Prénom et NOM :
- 1.2. Numéro de téléphone :
- 1.3. Courrier électronique :
- 1.4. Nom de votre organisation :
- 1.5. Fonction dans cette organisation :
- 1.6. Type d'organisation
 - Institut de formation et de recherche
 - Administration publique
 - Organisation non gouvernementale
 - Entreprise privée
 - Collectivité territoriale décentralisée
 - Chambre consulaire, organe de représentation
 - Autre...
- 1.7. Secteur principal d'activité
 - Agriculture et élevage
 - Forêt
 - Ressources en eau
 - Santé
 - Environnement et biodiversité
 - Administration et aménagement du territoire
 - Climatologie et météorologie
 - Autre secteur transversal

2. INFORMATION SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

- 2.1. CAUSES DU PHÉNOMÈNE : Le CC est dû :
 - Au trou dans la couche d'ozone

- À un piégeage accru des rayonnements solaires par les gaz à effet de serre (GES) émis par les activités humaines
 - Autre :
 - Ne sait pas
- 2.2. GAZ A EFFET DE SERRE : Les principaux GES produits par l'homme sont :**
- Le dioxyde de carbone (CO₂), le méthane (CH₄), un peu le protoxyde d'azote (N₂O) et les gaz fluorés
 - Le dioxyde de carbone (CO₂) et l'ozone
 - Le dioxyde de carbone (CO₂) et le mercure
 - Ne sait pas
- 2.3. HAUSSE DE TEMPERATURE DANS LE PASSÉ : Au niveau mondial, la température moyenne a augmenté de combien de degrés depuis 1900 :**
- + 1°C
 - + 0,1°C
 - + 2°C
 - Ne sait pas
- 2.4. HAUSSES DE TEMPÉRATURES AU NIGER : Au niveau national, dans le « pire » des scénarios actuels, la température pourrait augmenter de combien de degré d'ici 2080 :**
- + 4,6°C voire plus
 - + 2°C
 - + 3°C
 - Ne sait pas

3. CONNAISSANCE SUR LE CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL

- 3.1. SIGNIFICATION DE CDN : Le sigle CDN signifie :**
- Climate Development Neutrality en anglais, soit Neutralité Climatique du Développement en français
 - Contribution Déterminée au niveau National
 - Carbon Development Need en anglais, soit Besoin en Carbone pour le Développement en français
 - Ne sait pas
- 3.2. ACCORD DE PARIS : La mise en œuvre actuelle de l'Accord de Paris est :**
- Excellente : tous les pays signataires mettent en place des CDN ambitieuses et nous sommes bien partis pour contenir le réchauffement moyen au niveau mondial en dessous de +1,5°C
 - Bonne : Les Etats-Unis indiquent vouloir contribuer pleinement à l'Accord de Paris
 - Mauvaise : nous sommes encore très loin du compte pour contenir le réchauffement moyen au niveau mondial en dessous de +2°C
 - Ne sait pas
- 3.3. MISE EN OEUVRE DE LA CDN : Au sein du gouvernement du Niger la mise en œuvre de la CDN est l'affaire :**
- Du ministère de l'Environnement (MESUDD) : c'est lui seul qui peut prendre des dispositions en matière de climat
 - De la plupart des ministères, MESUDD en premier lieu, car les enjeux d'adaptation et d'atténuation sont transversaux à tous les enjeux sectoriels
 - Des ministères couvrant des secteurs « polluants » (Industrie, Mines, Transport, Etc.) car c'est à eux de réparer leurs dégâts, selon le principe « pollueur-payeur »
 - Ne sait pas
- 3.4. COMMUNICATION NATIONALE : Les communications nationales à la CCNUCC sont :**
- Les messages officiels des gouvernements lus à chaque ouverture d'une Conférence des Parties (COP)

- Une ligne budgétaire que chaque gouvernement doit allouer au suivi des négociations sur le climat
- Des rapports périodiques sur la situation d'un pays en termes de changements climatiques et de mise en œuvre des engagements pris devant la CCNUCC
- Ne sait pas

4. ANALYSE DES RISQUES ET VULNÉRABILITÉ

4.1. RISQUES CLIMATIQUES : Les principaux risques climatiques identifiés au Niger sont :

- Des températures extrêmes, une augmentation de la fréquence et intensité des sécheresses et des tempêtes de sable et des invasions destructrices de sauterelles
- Des précipitations plus irrégulières et intenses, des inondations plus violentes et une diminution des ressources en eau potable
- Tous les risques mentionnés antérieurement
- Ne sait pas

4.2. VULNERABILITE : Les 3 composantes de la vulnérabilité au CC sont :

- Exposition, Sensibilité et Capacité Adaptative. Une forte Exposition ou Sensibilité et une faible Capacité Adaptative entraînent une forte vulnérabilité
- Déforestation, Dégradation des terres, Perte de biodiversité
- La décomposition sociale, le ralentissement de l'économie, et la dégradation de l'environnement
- Ne sait pas

4.3. VULNÉRABILITÉ ET GENRE : Face au changement climatique, la vulnérabilité des femmes est :

- Égale à celle des hommes : le CC affecte tout le monde de la même manière
- Inférieure à celle des hommes : les femmes sont physiologiquement mieux adaptées à la chaleur
- Supérieure à celle des hommes : les femmes disposent d'un accès réduit à l'éducation, aux facteurs de production et à l'emploi, et sont plus souvent en situation d'insécurité alimentaire
- Ne sait pas

4.4. PRIORITES DE LA CDN SUR L'ADAPTATION : En termes d'adaptation au CC, les grands objectifs de la CDN du Niger sont :

- Assurer la sécurité alimentaire, combattre la pauvreté, promouvoir une gestion rationnelle des ressources naturelles et améliorer la résilience de la population et des écosystèmes
- Diffuser des foyers améliorés à large échelle, installer des lampadaires solaires, construire des barrages hydro-électriques, etc. : adapter et moderniser l'économie nigérienne
- Établir de nouveaux partenariats public-privé pour développer des mécanismes innovants d'assurance climatique
- Ne sait pas

5. PLANIFICATION DE L'ADAPTATION

5.1. CYCLE DE PROJET : Les principales étapes du cycle de projet sont :

- Recherche de financement, négociation, approbation, décaissement et rapportage
- Identification, diagnostic, planification, financement, pilotage et suivi de la mise en œuvre et évaluation finale
- Justification, description des composantes et activités, montage institutionnel, montage financier, budget et cadre de suivi-évaluation
- Ne sait pas

5.2. CONNAISSANCE DES PROCESSUS : L'acronyme PANA signifie :

- Priority Actions for National Adaptation en anglais : c'est une liste « d'Actions prioritaires pour l'adaptation à l'échelle nationale », avec un budget associé pour faciliter la levée du fonds
- « Programmes d'action nationaux aux fins de l'adaptation » : c'est un processus permettant d'identifier les activités prioritaires qui répondent à leurs besoins urgents et immédiats en matière d'adaptation
- « Partenariat Africain pour la neutralité (carbone) et l'adaptation » : c'est une initiative multi-acteurs panafricaine pour la promotion et le financement de l'atténuation et l'adaptation au CC
- Ne sait pas

5.3. CRITERES DE PRIORISATION : Une bonne mesure d'adaptation doit avant tout être :

- Innovante, financièrement rentable, ambitieuse, rapide à mettre en œuvre
- Techniquement accessible et reproductible, réversible ou flexible, et compatible avec les objectifs d'atténuation du CC
- Socialement acceptable, favorable à l'investissement étranger, et compatible avec l'agenda électoral
- Ne sait pas

5.4. PARTICIPATION DES PARTIES PRENANTES : La participation des parties prenantes lors de la planification a pour principal objectif de :

- D'informer les populations des mesures qui seront prises, de recueillir leurs doléances et de dédommager les personnes affectées
- De construire un consensus avec toutes les personnes impliquées, en s'assurant que chacun sorte gagnant
- D'identifier les opportunités et les risques liés à la mise en œuvre du projet, et de mettre en place des espaces de collaboration et de conciliation nécessaires
- Ne sait pas

6. IDENTIFICATION DES OPTIONS D'ADAPTATION

6.1. SECTEURS PRIORITAIRES POUR L'ADAPTATION : Les secteurs prioritaires pour l'adaptation identifiés dans la troisième communication nationale du Niger sont :

- L'agriculture, la foresterie, les ressources en eau, l'élevage et la santé
- L'utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie, l'agriculture et l'élevage, et l'énergie.
- L'énergie, la gestion des déchets, les procédés industriels, et les technologies de l'information et de la communication
- Ne sait pas

6.2. AGRICULTURE INTELLIGENTE FACE AU CLIMAT : Les grandes caractéristiques de l'Agriculture intelligente face au climat, ce sont :

- La motorisation, l'utilisation d'intrants chimiques et de semences améliorées... Tout ce qui permet de moderniser et intensifier la production
- La promotion de technologies intelligentes : utilisation de drones pour suivre les cultures, de produits phytosanitaires innovants, l'introduction de nouvelles semences
- L'augmentation durable de la production, l'adaptation aux effets du CC et l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre
- Ne sait pas

6.3. ELEVAGE ET ADAPTATION : En termes d'adaptation de l'élevage au changement climatique, les grands types d'actions sont :

- Introduction d'espèces et races adaptées à la sécheresse (par ex. camélidés) et importation de soja brésilien
- Amélioration fourragère et déplacement des troupeaux vers les zones de cultures plus au Sud

- Amélioration fourragère, complémentation alimentaire, amélioration génétique, soins vétérinaires
- Ne sait pas

6.4. MALADIES CLIMATO-SENSIBLES : Les priorités nationales d'adaptation pour la santé sont :

- La surveillance et la recherche pluridisciplinaire, en particulier sur le paludisme, la rougeole et la méningite
- La lutte contre le VIH/SIDA et les maladies sexuellement transmissibles
- La recherche contre le cancer, favorisé par l'augmentation des pollutions
- Ne sait pas

7. FINANCEMENT DE L'ADAPTATION

7.1. AMPLEUR DES FINANCEMENTS : L'objectif fixé à la Conférence climat de Copenhague (2009) et confirmé à la Conférence climat de Paris (2015) est de mobiliser :

- 10 milliards d'US\$/an de financement climat d'ici 2020
- 1 milliards d'US\$/an de financement climat d'ici 2020
- 100 milliards d'US\$/an de financement climat d'ici 2020
- Ne sait pas

7.2. MECANISMES DE FINANCEMENT : Les principaux mécanismes de financement de l'adaptation dans sous l'égide de la CMNUCC sont :

- Le Fonds pour les pays moins avancés, Le Fonds d'adaptation, Le Programme pilote pour la résilience climatique et le Fonds vert pour le climat
- Le Mécanisme de développement propre et le Fonds spécial pour la lutte contre les changements climatiques
- Le Fonds pour les énergies propres, le Fonds pour l'environnement mondial et le Programme de mise à l'échelle des énergies renouvelables
- Ne sait pas

7.3. OBJECTIF DU GCF : Le Fonds vert pour le climat (en anglais : Green Climate Fund – GCF) finance :

- Surtout l'atténuation (la baisse des émissions de gaz à effet de serre), car c'est le plus urgent : il faut freiner le CC !
- Autant l'atténuation que l'adaptation (50% / 50%)
- Surtout l'adaptation, car c'est le plus urgent : il faut s'adapter au CC !
- Ne sait pas

7.4. ACCES DE L'AFRIQUE AU GCF : Concernant l'accès au GCF par les pays africains :

- Il est automatique, car chaque pays bénéficie d'une enveloppe dédiée, comme dans le cas du Fonds pour l'environnement mondial (FEM)
- Il n'est pas automatique : il faut que le pays ait une Autorité nationale désignée (AND) et que cette dernière fasse remonter des demandes de financement
- Il est conditionné à l'approbation préalable de la Banque Africaine de Développement (BAfD)
- Ne sait pas

8. SUIVI ET EVALUATION

8.1. PLAN DE SUIVI-EVALUATION : Un plan de suivi-évaluation sert avant tout :

- À justifier que les activités prévues par un projet ont bien été réalisées conformément aux engagements pris avec un bailleur de fonds
- À contrôler l'efficacité d'un projet dans l'atteinte de ses objectifs, en mesurant comment évolue la situation initiale (avant-projet) avec la réalisation des activités
- À s'assurer que le personnel employé par le projet fait son travail de manière conforme à la planification établie en début de projet
- Ne sait pas

- 8.2. INDICATEURS D'ADAPTATION : Un bon exemple d'indicateur d'adaptation est :**
- La réduction des émissions de GES obtenue dans le cadre du projet
 - La quantité de foyers améliorés distribués
 - Le taux de couverture d'un système d'assurance agricole
 - Ne sait pas
- 8.3. CHOIX DES INDICATEURS : Un cadre de suivi-évaluation pour un projet d'ACC doit comprendre :**
- Des indicateurs de progression principalement : comme l'ACC n'est pas directement mesurable, l'important est de vérifier comment progresse la démarche d'adaptation
 - Des indicateurs de moyens principalement : l'adaptation est avant tout un problème d'allocation de ressources, le cadre de suivi-évaluation permet de contrôler que les besoins nécessaires sont couverts
 - Des indicateurs de progression, de moyens, mais surtout de résultats : il faut évaluer comment évolue la vulnérabilité avec le projet
 - Ne sait pas
- 8.4. ANALYSE SEXO-SPECIFIQUE : Un diagnostic sensible au genre peut comprendre les indicateurs suivants :**
- Proportion de femmes bénéficiaires du projet, proportion de femmes invitées aux ateliers, nombre d'activités réservées aux femmes
 - Différence d'accès à l'emploi, à l'éducation ou aux facteurs de production entre hommes et femmes, revenu moyen des femmes comparé aux hommes, participation des femmes dans les organes de décision
 - Proportion des hommes qui déclarent être favorables à l'égalité hommes/femmes, existence de célébrations pour la journée internationale du droit des femmes
 - Ne sait pas

9. BESOIN ET CONNAISSANCE DE FORMATIONS

- 9.1. BESOIN EN RENFORCEMENT DE CAPACITÉS : Quelles sont selon vous vos principaux besoins en renforcement des capacités ?**
- 9.2. CONNAISSANCE DE FORMATIONS : Quelles formations connaissez-vous qui intègrent le sujet de l'adaptation au CC ?**

Annexe 2 : Agenda de l'atelier SNAP du 4 mai 2021

HORAIRES	ACTIVITES	ANIMATEUR
8H00-8H30	Accueil et installation des participants	
8H30-8H45	Allocutions d'ouverture (PNUD)	PNUD
8H45- 9H00	Présentation des participants	Consultants
9H00- 9H05	Présentation de l'Agenda de la journée	Consultants
9H05-9H20	Présentation de l'outil d'évaluation des compétences SNAP/UNITAR	Consultants
9H20 -11H00	Présentation générale des résultats du QCM Echanges Constitution des groupes	Consultants
11H00-11H15	Pause-café	
11H15-13h00	Session SNAP partie 1 (information sur le changement climatique, connaissance sur le cadre juridique et institutionnel, analyse des risques et vulnérabilité et planification de l'adaptation) <ul style="list-style-type: none"> - Evaluation du niveau actuel (en groupes) - Evaluation de la situation souhaitée (en groupe) - Elaboration du plan d'action (en groupe) - Restitution et mutualisation des résultats 	Groupes et consultants
13H00-14H00	Pause déjeuner	
14H00-16H00	Session SNAP partie 2 : (identification des options d'adaptation, financement de l'adaptation, suivi-évaluation, besoins et connaissances de formations) : <ul style="list-style-type: none"> - Evaluation du niveau actuel (en groupe) - Evaluation de la situation souhaitée en groupe (en groupe) - Elaboration du plan d'action (en groupe) - Restitution et mutualisation des résultats 	Groupes et consultants
16H00-16H30	Synthèse et conclusion de l'atelier	Groupes et consultants

Annexe 3 : Questionnaire d'évaluation des capacités et compétences pour l'ACC

Facteur de réussite	Domaine d'intervention	Niveau actuel					niveau souhaitable					Justification	Actions à entreprendre	Échéance	Structure responsable
		0	1	2	3	4	0	1	2	3	4				
1. Vision Mandat	Score QCM 1 : Connaissances sur le cadre juridique et institutionnel/ engagement climat du pays/ négociations pour le CC														
	1.1. Quel est le niveau de leadership pour l'action climatique (concevoir une vision, fédérer les acteurs pour la mettre en œuvre) ?				X						X	Signataire de la CCNUCC, le Niger est résolument engagé dans "l'Action Climat" pour transformer son économie rurale et améliorer le cadre de vie des populations. Les acteurs conviennent que le leadership en matière de CC revient au CNEDD dont le Secrétariat Exécutif est rattaché au cabinet du PM. Les Ministères Sectoriels sont impliqués à travers le Comité Technique pour le Changement et la Variabilité Climatique (CTCVC). Les acteurs du secteur AFOLU (Agriculture, Foresterie, Utilisateurs des Terres) sont mieux outillés que ceux des autres secteurs. L'atelier retient qu'il y a un besoin de formation par rapport au management des projets climatiques multidisciplinaires et multiacteurs.	1. Renforcer le leadership du CNEDD en érigeant la question de CC au rang d'une politique transversale dont la mise en œuvre sera confiée au CNEDD	Court, moyen & long termes	Etat du Niger et PTF
	1.2. Quel est le degré d'efficacité de la coordination intersectorielle (point focal changement climatique) et des systèmes institutionnels en place pour soutenir l'adaptation au changement climatique à moyen et long terme?			X							X	Le degré d'efficacité de l'action climatique est mitigé pour les raisons ci-après : (i) les points focaux dans les Ministères et autres Institutions clés n'ont pas les moyens nécessaires à la réalisation de leurs activités, (ii) Pas de coordination intersectorielle dynamique avec une gestion axée sur les résultats, (iii) peu de projets de développement dédiés à l'ACC et pas de synergie d'actions	2. Sensibiliser et Former les acteurs intervenant dans les Secteurs Clés du CC pour concevoir 3. Elaborer et manager des projets d'Adaptation et d'Atténuation au CC	Court & long termes	Etat du Niger et autres acteurs du Changement Climatique

Évaluation des besoins en renforcement de capacités des institutions nationales en charge de l'Adaptation aux Changements Climatiques

Facteur de réussite	Domaine d'intervention	Niveau actuel					Niveau souhaitable					Justification	Actions à entreprendre	Échéance	Structure responsable
		0	1	2	3	4	0	1	2	3	4				
2. Information Climatique	Score QCM 2 : Connaissances sur les scénarios climatiques et implications														
	2.1. Les données sont-elles régulièrement recueillies sur les paramètres climatiques et météorologiques?				X						X	Les informations climatiques de base sont disponibles au Niger. Les cadres des Ministères, les ONG, les chercheurs peuvent accéder aux données relatives aux températures, pluviométrie, humidité, vents et à des prévisions saisonnières hebdomadaires. En revanche les utilisateurs finaux (monde rural) ont très peu accès aux données et d'où un vrai défi à relever pour l'Adaptation et l'atténuation au changement climatique. Les acteurs même avertis ont du mal à expliquer, à gérer et à	1. Renforcement des capacités des services météorologiques et agrométéorologiques (équipement-formation d'experts) pour augmenter la qualité des informations et la durée des projections climatiques 2. Renforcer l'accès des utilisateurs finaux aux données climatiques (conduire des campagnes d'Information, d'Education et de Communications) 3. Créer un lien fort entre les producteurs de l'information et la diffusion des résultats.	Court terme (6-12 mois)	DMN
	2.2. Quel est le niveau de disponibilité des projections climatiques existantes?			X							X	Au Niger, on note un manque réel d'experts qualifiés et d'équipements adéquats pour interpréter les projections climatiques sur le long terme. Le renforcement des capacités des acteurs et des services météorologiques est une nécessité.		Moyen terme	DMN, CLISS, CNEDD, ACMAD
3. Analyses des Risques et vulnérabilité	Score QCM 3 : Connaissances sur les risques et vulnérabilité/Connaissance par secteurs/Impacts différenciés par le genre														
	3.1. Quel est le niveau de disponibilité d'études de vulnérabilité existantes (températures, pluviométrie, élévation du niveau de la mer, populations sensibles)?											Des études de vulnérabilité ou des investigations portant sur les facteurs des risques climatiques existent mais elles portent sur des cibles précises, il n'y a pas de mise à l'échelle au niveau national. Il n'y a pas de bases de données fiables et accessibles dont les données portent sur une longue période. La question de : "Comment construire un projet d'adaptation à partir d'une étude de vulnérabilité ?" demeure sans vraie réponse et la plupart des acteurs ne font pas de différence entre analyse de risque et analyse de vulnérabilité.	1. Formation des acteurs intervenants dans les 7 secteurs clés de l'ACC en matière de prévision et gestion des risques, évaluation de la vulnérabilité.		
	3.2. Quel est le niveau de disponibilité d'analyses genre conduites en lien avec les changements climatiques et/ou les problématiques environnementales				X						X	Les cadres de l'Administration sont outillés par rapport à la problématique environnementale et parviennent à mobiliser des financements. Par contre très peu d'experts parviennent à évaluer et à intégrer le genre par rapport à l'ACC.	2. Outiller les acteurs pour construire des projets d'ACC et/ou intégrer cette dimension dans les plans d'action et les activités	Moyen et long termes	CNEDD
3.3. Quel est le niveau de prise en compte des politiques et programmes de gestion des risques climatiques et de leur gestion au sein de votre structure ?			X							X	Le concept Adaptation aux Changements Climatiques (ACC) est assez récent et mal maîtrisé. Les niveaux sont hétérogènes avec une certaine avance pour les acteurs du secteur AFOLU. Les projets de dernière génération (2016-2021) intègrent la dimension CC dans leurs Plans d'Action.		Moyen et long	administration, PTF, ONG, secteur privé, instituts de recherche	

Évaluation des besoins en renforcement de capacités des institutions nationales en charge de l'Adaptation aux Changements Climatiques

Facteur de réussite	Domaine d'intervention	Niveau actuel				Niveau souhaitable				Justification	Actions à entreprendre	Échéance	Structure responsable		
		0	1	2	3	4	0	1	2					3	4
4. Identification et évaluation des options d'adaptation	Score QCM 4: connaissances sur les options d'adaptation/Connaissance sur l'évaluation des coûts pour l'adaptation (connaissance sur le genre														
	4.1. Quel est le niveau d'évaluation des coûts de l'adaptation au changement climatique au niveau national et sectoriel?	X								X	Les participants soulignent l'importance de maîtriser la question d'évaluation des coûts de l'adaptation au CC. Les lacunes sont identifiées : (i) pas d'intégration notable de l'ACC dans les outils de planification tels que PDES, les PDC et les Stratégies Sectorielles, (ii) les CDN posent des bons diagnostics mais pas de propositions concrètes pour concevoir et élaborer des projets de résilience climatique et de réduction de la vulnérabilité, (iii) les capacités et compétences pour l'évaluation des impacts socio-économiques et l'évaluation des options d'adaptation sont faibles pour tous les secteurs.	1. Intégrer l'ACC dans les outils de planification aux niveaux national, sectoriel et local (PDES, PDR, PDC et stratégies sectorielles); 2. Renforcer les capacités des acteurs en techniques d'évaluation des investissements nécessaires à la mise en oeuvre des options d'ACC; 3. Intégrer la dimension genre dans les programmes et projets et renforcer les capacités des cadres du terrain.	4 ans	Ministère en charge des finances	
	4.2. Quel est le niveau de compétence du personnel en matière d'évaluation des investissements pour les différentes options d'adaptation au changement climatique?			X							X	Faible niveau technique des acteurs pour évaluer les investissements nécessaires à la mise en oeuvre des options d'adaptation : pas de formation continue dans les ONG et les Ministères.		2 ans	Ministère en charge de l'enseignement
	4.3. Quel est le niveau d'évaluation des coûts de l'adaptation au changement climatique sensible au genre ?	X									X	Les techniques et les outils d'évaluation employés ne tiennent pas compte spécifiquement du genre. Il est nécessaire de renforcer les capacités du personnel des Ministères et OSC pour intégrer les genre et les catégories vulnérables dans les projets.		4 ans	Ministère en charge du genre

Facteur de réussite	Domaine d'intervention	Niveau actuel				Niveau souhaitable				Justification	Actions à entreprendre	Échéance	Structure responsable		
		0	1	2	3	4	0	1	2					3	4
5. Participation et inclusion	5.2.1. Quel est le niveau d'implication des parties prenantes dans la planification nationale de l'adaptation ?			X						X	Bonne implication des services techniques des Ministères (Plan, Secteur AFOLU, CNEED) et des ONG de développement. Les lacunes sont : (i) les populations sont peu impliquées pour la planification et la budgétisation, (ii) pas de synergie dans l'action, (iii) peu d'indicateurs pour le SE, (iv) pas d'implication des élus notamment les parlementaires.	1. Impliquer les populations pour identifier les actions, planifier leurs résultats et établir les budgets ; 2. Déterminer les indicateurs permettant de mesurer les résultats ; 3. Impliquer les élus nationaux (parlementaires) afin d'amplifier les actions et les financements ; 4. Développer une stratégie opérationnelle pour prendre en compte le genre et les marginaux	Moyen terme	CNEED	
	5.2.2 Quel est le niveau de participation des représentants d'organisation de femmes et/ou d'autres groupes d'adaptation			X						X	Le Ministère chargé de promotion de la femme a fait des efforts pour intégrer le changement climatique dans ces activités et sa programmation. La participation des organisations féminines dans l'élaboration des dossiers des projets est très timide. Nécessité de renforcer les		Court terme	CNEED	
	5.2.3. Quel est le niveau de prise en compte des besoins pratiques des hommes/femmes et garçons/filles dans le processus de planification de l'adaptation au niveau local			X							X	groupes sociaux tels que les garçons ou les jeunes filles sont marginalisés en raison de leur statuts par rapport au foncier.		Moyen et long	CNEED
	5.2.4. Quel est le niveau d'implication des parties prenantes (dont la parité hommes-femmes) dans le processus de planification de l'adaptation au niveau national ou local ?			X							X	Niveau plutôt faible : la planification est mal maîtrisée, l'analphabétisme est un handicap majeur, la dimension genre n'est pas prise en compte, pas de campagne de sensibilisation, ni de vulgarisation de ce thème.		Moyen terme	CNEED et ministères sectoriels

Évaluation des besoins en renforcement de capacités des institutions nationales en charge de l'Adaptation aux Changements Climatiques

Facteur de réussite	Domaine d'intervention	Niveau actuel				Niveau souhaitable				Justification	Actions à entreprendre	Échéance	Structure responsable	
		0	1	2	3	4	0	1	2					3
5.1 Intégration de l'adaptation dans la planification	Score QCM 5 : Connaissance sur la planification de l'adaptation/ participation													
	5.1.1 Quel est le degré d'intégration des questions d'adaptation dans les stratégies de développement nationales et régionales ?				X					X	Le changement climatique est mis en avant dans plusieurs stratégies élaborées au cours des dix dernières années (IBN, PDES 2015-2020, SDDCI, PDR, PDC). Ce qui manque est la traduction de ces stratégies nationales en programmes et projets.	1. Relever le niveau de compétence des cadres de l'administration, des OSC et des collectivités territoriales (organisation de formation continue) sur la prise en compte et l'intégration du CC dans les outils de planification, la programmation et le suivi/évaluation des actions ; 2. Renforcer les capacités des acteurs ci-dessus dans la budgétisation et la gestion des financements.	5 ans	SE/ CNEDD
	5.1.2. Quel est le degré d'intégration des questions d'adaptation dans les stratégies sectorielles ?									X	Certains secteurs tels que l'élevage, la foresterie, le développement agricole, l'eau ont déployé des efforts pour intégrer l'ACC dans leurs plans d'Action et les nouveaux projets. La planification et la budgétisation des actions ACC ne sont pas maîtrisées par les secteurs.		5 ans	SE/ CNEDD
	5.1.3. Quel est le degré d'intégration de l'adaptation dans le processus de planification locale (des collectivités locales) ?				X					X	Des progrès ont été réalisés pour former les élus locaux par rapport au CC. Plus de la moitié des PDC sont "acclimatés". Il existe un Guide de Planification élaboré et diffusé par le CNEDD. On note des insuffisances dans l'intégration de l'ACC dans les PDC notamment par rapport à la priorisation des actions, la budgétisation et la mobilisation des ressources financières.		5 ans	SE/ CNEDD
	5.1.4. Quel est le niveau de capacités des secteurs à appliquer les outils analytiques à la planification (V&A, scénarios, ACB, intégration)	X								X	Seuls quelques personnes, experts, consultants ou des chercheurs avertis utilisent ces outils.		5 ans	SE/ CNEDD

Facteur de réussite	Domaine d'intervention	Niveau actuel				Niveau souhaitable				Justification	Actions à entreprendre	Échéance	Structure responsable	
		0	1	2	3	4	0	1	2					3
6. Financement de l'adaptation	Score QCM 6 : Connaissance sur la finance climatique/mobilisation des ressources									X				
	6.1. Quel est le niveau de compétence du personnel de votre structure en gestion du financement de l'adaptation et mobilisation de ressources ?									X	Les lacunes sont patentes par rapport à : (i) la connaissance des sources de financement possibles (cartographie), (ii) la maîtrise des techniques d'identification et de formulation des projets, (iii) la budgétisation des actions et une faible connaissance des outils de suivi et évaluation des actions, (iv) le thème relatif au financement de l'ACC non pris en compte dans les cursus de formation et lors des recyclages des cadres.	1. Organiser des sessions de formation continue pour maîtriser l'identification et la formulation des projets, 2. Renforcer les capacités pour connaître les sources de financements, méthodes et approches des partenaires techniques et financiers et l'accès aux ressources. 3. Conduire des plaidoyers pour intégrer l'ACC dans les lignes budgétaires aux niveaux national, sectoriel et décentralisé.	Court, moyen	Etat, PTF, BAGRI et ANFICT
	6.2. Quel est le niveau d'intégration (prise en charge) des priorités d'adaptation dans les différents processus de budgétisation (budget national et budgets décentralisés) ?			X						X	Absence de code et de ligne budgétaire dédiés à l'ACC. Des efforts sont fournis pour intégrer l'ACC comme priorité dans les budgets des collectivités locales mais cela est insuffisant (peu de ressources disponibles; pas de maîtrise des techniques pour identifier et évaluer les activités à		Court, moyen	Etat et demembrements, PTFs
	6.3. Quel est le niveau de disponibilité des ressources financières nécessaires pour couvrir les coûts à court, moyen et long terme des priorités d'adaptation ? (financement interne et externe)?										Les faiblesses sont nettes par rapport à la préparation des projet d'ACC bancaibles et à la mobilisation des financements. La gestion aussi est mal maîtrisée d'où une faible consommation des crédits lorsqu'ils existent. Nécessité de renforcer les capacités des acteurs du public et du privé afin d'accéder aux financements et de traduire les			

Évaluation des besoins en renforcement de capacités des institutions nationales en charge de l'Adaptation aux Changements Climatiques

Facteur de réussite	Domaine d'intervention	Niveau actuel		Niveau souhaitable				Justification	Actions à entreprendre	Échéance	Structure responsable	
		1	3	0	1	2	4					
7. Suivi et évaluation	Score QCM 7 : Connaissances sur les systèmes de S&E sensibles au changement climatique											
	7.1. Quel est le niveau de prise en compte de l'adaptation ou changement climatique dans les systèmes de suivi et évaluation ?		X					X	<p>Faible connaissance des indicateurs de Suivi/Evaluation de l'ACC d'où de grandes difficultés pour mesurer les résultats attendus.</p> <p>Faible niveau technique des acteurs sur le terrain et au niveau conceptuel pour formuler des indicateurs robustes afin d'évaluer la résilience ou les conséquences d'une vulnérabilité liée au climat.</p> <p>Priorité élevée pour renforcer les capacités des acteurs.</p>	<p>1. Entreprendre des campagnes d'information et de sensibilisation des acteurs au niveau conceptuel et sur le terrain ;</p> <p>2. Organiser des sessions de formation pour identifier des indicateurs robustes permettant d'évaluer l'impact du climat, la vulnérabilité des populations, les facteurs de risques, les pratiques de résilience</p>	Moyen et long termes	Ministère du Plan, Ministère de l'Environnement, CNEED
	7.2. Quel est le niveau de prise en compte du genre dans le système de suivi et évaluation de l'adaptation ?		X					X	<p>La dimension "Genre" n'est quasiment pas prise en compte par les acteurs de l'ACC dans leurs activités respectives : (i) la prise en compte de cette thématique est récente et les acteurs sont mal formés ; (ii) les outils de collecte de données ne s'adressent pas spécifiquement aux femmes ou aux jeunes, (iii) le statut des femmes par rapport à l'accès au foncier et à leurs moyens propres de production limite l'analyse "Genre" de ce problème.</p>	<p>3. Intégrer le genre dans les outils de suivi et de collecte des données.</p>	Moyen et long termes	Administration, ONG, Privés
8. Formation/ éducation au changement climatique	8-1 Niveau de compétence du personnel de votre structure à concevoir et mettre en place des séances de sensibilisation ou de formation en CC								<p>Pour les Institutions Ministerielles, les OSC, l'enjeu est de sortir du cercle des experts pour informer et éduquer les populations à l'ACC. La principale lacune demeure le faible niveau des formateurs qui eux même souhaitent apprendre les outils appropriés pour cet exercice.</p>	<p>Etablir un lien recherche/vulgarisation entre les Ministères, les OSC et les Institutions d'enseignements supérieurs et recherche afin de faire des modules</p>		

Annexe 4 : Liste des participants à l'atelier SNAP

GREEN CLIMATE FUND

CNEDD

UNDP

Projet : Faire progresser la planification et la budgétisation de l'adaptation à moyen et long terme au Niger

LISTE DE PRESENCE

Atelier de : Évaluation des capacités et des compétences des structures et institutions nationales impliquées dans l'adaptation au changement climatique dans le cadre du processus PNA au Niger.

Lieu : NIAMEY Date : 4 / 05 / 2021

N°	Nom et Prénom	Sexe (H/F)	Structure	Provenance	Contact	Adresse Mail	Signature
01	Holidou Maidawa Ouor-Farouk	H	DMN	Niamey	90009610	farako73@yahoo.com	[Signature]
02	Maman Bassirou	H	M. Plan	Niamey	96450100	mbassirou1@yahoo.fr	[Signature]
03	Touba Namane Sami	M	AN	Niamey	98419528	toubas@yahoo.fr	[Signature]
04	Ibrahim Nako Nassir	M	SE/CNEDD	Niamey	96875563	nassirib@yahoo.fr	[Signature]
05	Youssef Yahoumadou	M	CNCOD	Niamey	96522326	onyede@yahoo.fr	[Signature]
06	Marié Claudette U.N	F	PNUD	Niamey	80070788	marié.claudette.un@pnud.org	[Signature]
07	L'HARHA Salissou	M	SECNEDD	Niamey	96982678	salissouharha@yahoo.fr	[Signature]
08	Sab' Issoufou	M	PNUD	Niamey	92186035	sab.issoufou@pnud.org	[Signature]
09	Illa Kane	M	PNUD	Niamey	96139128	kane.illa@pnud.org	[Signature]
10	Sithou Rani A.	M	BINCC/BECC	Niamey	81648766	asithouani@nita.com	[Signature]
11	Mansour Ayoub	M	MID	Niamey	96298265	ayoubmansour@gmail.com	[Signature]

GREEN CLIMATE FUND

CNEDD

UNDP

Projet : Faire progresser la planification et la budgétisation de l'adaptation à moyen et long terme au Niger

LISTE DE PRESENCE

Atelier de : Évaluation des capacités et des compétences des structures et institutions nationales impliquées dans l'adaptation au changement climatique dans le cadre du processus PNA au Niger.

Lieu : NIAMEY Date : 4 / 05 / 2021

N°	Nom et Prénom	Sexe (H/F)	Structure	Provenance	Contact	Adresse Mail	Signature
12	MAMAN BOUASE Moussa	H	NIGELEC	Niamey	97194006	bouajemoussa@gmail.com	[Signature]
13	Bouneima Ouma Maidagi	H	SONIDEP	Niamey	96666058	ouma6363@gmail.com	[Signature]
14	Ibrahim Sadi	H	DGPIA/N. Ecologie	Niamey	96578778	ibrahim.sadi@gmail.com	[Signature]
15	Moussa Ango	H	CONAGIS	Niamey	96129881	angomoussa@gmail.com	[Signature]
16	Zabirou Sabiou	H	TISP	Niamey	96554084	sabirou@yahoo.fr	[Signature]
17	Ousman Abdou	H	DGNA/AGE	Niamey	99913281	ous_ab@yahoo.fr	[Signature]
18	Ayouba Ali	H	DGDD/NE	Niamey	89462835	aliayouba5@yahoo.fr	[Signature]
19	Loual Ousmane Lab	F	DVE Niger	Niamey	90210317	loulal017@gmail.com	[Signature]
20	RNDOLPH Jackson	H	GIZ-ASN	Niamey	74010653	jackson.rndolph@giz.de	[Signature]
21	Soumarata B. Salamata	F	HC3N	Niamey	99786896	soumarata87@gmail.com	[Signature]
22	KUHN Damien	M	Kinomé	Lomé	00366534524	damien.kuhn@kinome.fr	[Signature]
23	Abbaou Bakou Bouki	M	Sabaterra	Niamey	96870002	ingazou@yahoo.fr	[Signature]
24	Ahmed Oumarm	M	PINELAN	Niamey	96978334	ahmedoumarm@yahoo.fr	[Signature]

Évaluation des besoins en renforcement de capacités des institutions nationales en charge de l'Adaptation aux Changements Climatiques

GREEN CLIMATE FUND

CNEED

UNDP

Projet : Faire progresser la planification et la budgétisation de l'adaptation à moyen et long terme au Niger

N°	Nom et Prénom	Sexe (H/F)	Structure	Provenance	Contact	Adresse Mail	Signature
25	JLLA Sani	H	ONPG	ONPG/CABRI NIAHES	96203687	jllavani4@gmail.com	
26	Yerima Elh Idrissa	H	PAUD	Niamey	96151045	yerima.idrissa@undp.org	
27	Mochan Adamou Mohamed	H	PNLD	Niamey	80.07.09.81	mochan.mohamed@undp.org	
28	Moussa Goumana	H	PAUD	Niamey	8170756	moussa.goumana@undp.org	